# Les Enjeux Eco

*Quotidien national de l'économie*

Mercredi 3 décembre 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°778 ■


ALGÉRIE- BIÉLORUSSIE

**Le Président Alexandre Loukachenko à Alger**

P 16

REVALORISATION DU SNMG ET DE L'ALLOCATION CHÔMAGE

# L'État renforce sa politique sociale

***Lors du dernier Conseil des ministres, le président de la République a décidé de revaloriser le Salaire national minimum garanti (SNMG) ainsi que l'allocation chômage. Ces deux mesures importantes s'inscrivent dans la continuité des engagements présidentiels en faveur du pouvoir d'achat et du soutien aux catégories les plus vulnérables, marquant une nouvelle étape dans le renforcement de la politique sociale de l'Algérie.*** P 3

AUGMENTATION DU CAPITAL D'ALLIANCE ASSURANCES

## *Un nouvel élan pour le marché boursier*

La Directrice générale de la Bourse d'Alger, Mme Amel Selmoun, a salué hier le lancement de la deuxième opération d'augmentation de capital d'Alliance Assurances, un événement marquant pour le marché financier national.

P 2

TRAITEMENT DU MINERAI DE GARA DJEBILET

## *Sonarem et le CRTI scellent un partenariat stratégique*

Un pas décisif vient d'être franchi dans la stratégie nationale de valorisation des ressources minières. L'Entreprise nationale de fer et d'acier FERAAL, filiale du groupe industriel minier Sonarem, a signé une convention-cadre avec le Centre national de recherche en technologies industrielles (CRTI) visant à développer des technologies locales pour le traitement du minerai de Gara Djebilet, l'un des plus grands gisements de fer inexploités au monde. L'annonce a été faite hier dans un communiqué officiel du groupe public.

P 5

TOUT EN SALUANT LES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

## *L'UGTA appelle à accélérer la dynamique économique*

L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a salué les nouvelles mesures sociales annoncées par le président de la République, tout en insistant sur la nécessité d'engager une dynamique économique plus soutenue pour accompagner ces décisions. Pour Amar Takdjout, secrétaire général de la centrale syndicale, les récentes annonces confirment une orientation sociale claire mais imposent également un devoir collectif d'efficacité et de productivité pour que ces mesures produisent leur plein effet.

P 3

OLYMPIADES INTERNATIONALES DE MATHÉMATIQUES À MOSCOU

**Le ministre Baddari honore les étudiants algériens lauréats** P 4

1 047 DE CONTRATS SIGNÉS AVEC DES ENTREPRISES ALGÉRIENNES EN 2024

**SONATRACH dynamise le contenu local** P 5

SALON INTERNATIONAL MARITIME EXPO

**Une opportunité pour mettre en avant l'émergence du pavillon national** P 16

CONCOURS D'ACCÈS AU TROISIÈME CYCLE DANS LE CADRE D'ÉCOLES DOCTORALES

## Le ministère fixe les dates des examens

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, mardi dans un communiqué, l'organisation, du 20 au 31 janvier 2026, du concours d'accès au troisième cycle (doctorat) dans le cadre des écoles doctorales, au titre de l'année universitaire 2025-2026, au niveau de cinq (5) universités à travers le pays.
Le concours concerne "l'Université de Sétif 1, l'Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediene (USTHB), l'Université de Tlemcen, l'Université d'Annaba et l'Université de Sidi Bel Abbès, et ce en coordination avec 13 Ecoles supérieures et deux (2) centres de recherche, dans le cadre de l'essaimage cognitif dans les domaines de la recherche scientifique et de l'innovation, ainsi que des conventions de coopération", précise le communiqué.
Dans ce cadre, "706 places pédagogiques seront ouvertes, réparties sur 18 spécialités, au sein des différentes écoles doctorales". Le concours se déroulera "exclusivement par voie numérique via le système d'information intégré (PROGRES) durant la période allant du 20 au 31 janvier 2026".
Le dépôt des candidatures et la confirmation des choix par les candidats se feront du 13 au 22 décembre via le lien suivant : https://progres.mesrs.dz/doctorat_visibilité, a souligné le ministère.

EDUCATION

## Le ministre reçoit son homologue biélorusse

Le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a reçu, mardi à Alger, son homologue biélorusse, Andrei Ivanets, avec lequel il a examiné les moyens d'ouvrir des perspectives de coopération bilatérale dans le domaine de l'éducation.
Cette rencontre, tenue au siège du ministère, a permis d'examiner les opportunités de coopération bilatérale dans le domaine éducatif pour ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat éducatif et culturel entre les deux pays.
A cette occasion, M. Sadaoui a présenté un exposé sur le système éducatif algérien ainsi que les efforts déployés par l'Etat pour promouvoir le secteur, rappelant la gratuité de l'enseignement en Algérie. Il a également passé en revue la dimension sociale de l'éducation et l'importance de garantir à tous les élèves des chances égales d'apprentissage, ainsi que les efforts visant à renforcer l'enseignement technologique et l'intégration des technologies de l'information et de la communication et du numérique, en plus de l'amélioration des conditions de scolarisation dans les établissements éducatifs selon les normes modernes. De son côté, le ministre biélorusse a présenté un exposé sur le système éducatif de son pays, mettant en lumière les aspects positifs et les pratiques techniques adoptées. Il a notamment présenté le mécanisme de formation continue des enseignants et expliqué les programmes d'éveil des élèves dès les premières phases du préscolaire.

AUGMENTATION DU CAPITAL D'ALLIANCE ASSURANCES

# Un nouvel élan pour le marché boursier

*La Directrice générale de la Bourse d'Alger, Mme Amel Selmoun, a salué hier le lancement de la deuxième opération d'augmentation de capital d'Alliance Assurances, un événement marquant pour le marché financier national.*

**Par S R.**

S'exprimant lors d'une cérémonie tenue à Alger à l'occasion du lancement d'une opération sur titre (OST) de la compagnie d'assurance Alliance Assurances, Mme Selmoun a rappelé que la société avait été l'une des premières entreprises privées à intégrer la Bourse d'Alger en 2011. Depuis lors, cette compagnie s'est affirmée comme un acteur clé de la Bourse algérienne, avec des performances régulières et une gouvernance solide. Cette nouvelle opération constitue en effet un signal fort pour le marché et pour l'ensemble des investisseurs.
L'impact de ces mouvements sur le marché est significatif. D'ailleurs, la capitalisation boursière est passée de 500 milliards de dinars algériens à près de 743 milliards DA, tandis que le volume des titres échangés a plus que quadruplé en un an, atteignant 6,89 millions de titres, pour une valeur totale de 12,15 milliards DA. Ces hausses, respectivement de 315 % et 357 %, témoignent du dynamisme retrouvé de la Bourse d'Alger, a-t-elle ajouté.
Les années 2024 et 2025 sont ainsi qualifiées par la DG de la Bourse d'Alger comme les années de « l'innovation boursière », avec plusieurs opérations marquantes, notamment la cotation de la Banque de Développement Local (BDL). Ces initiatives contribuent à diversifier l'offre sur le marché et à renforcer la liquidité, tout en encourageant la participation des investisseurs privés et institutionnels. Mme Selmoun a souligné l'importance stratégique de la Bourse pour l'économie nationale, en la présentant comme un outil essentiel pour attirer de nouveaux investissements, soutenir la croissance et développer le marché financier. Elle a insisté sur la collaboration continue avec tous les acteurs du marché afin de renforcer la transparence, la compétitivité et l'attractivité de la Bourse d'Alger. Cette dynamique s'inscrit dans un effort global de modernisation et de digitalisation, visant à rendre le marché plus efficace et accessible, tout en offrant aux investisseurs des opportunités élargies pour diversifier leurs portefeuilles et participer activement à la croissance des entreprises cotées.
Mme Amel Selmoun a insisté enfin sur la nécessité de continuer à développer le marché, à renforcer sa transparence et son accessibilité, afin de consolider la confiance des investisseurs et soutenir la croissance économique du pays.
Pour sa part, le PDG d'Alliance Assurances, Hassen Khelifati, a réitéré l'engagement de sa compagnie pour la diversification de l'économie nationale et le développement de la première place financière de l'Algérie, annonçant le lancement officiel d'une Opération Sur Titre (OST), destinée à régulariser les rompus issus de son augmentation de capital et de l'émission de 4,64 millions d'actions nouvelles.
Cette opération fait suite à l'augmentation du capital social de la compagnie, rendue publique le 5 juin 2025 à l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire (AGEX). L'augmentation a été matérialisée par l'intégration d'un montant de 1 764 571 420 DZD, portant le capital social à 5 293 713 880 DZD, avec la perspective d'atteindre les 12 milliards DZD à l'horizon 2028-2029, témoignant ainsi de la solidité financière de l'entreprise et de sa confiance inébranlable dans le marché algérien malgré les difficultés rencontrées par le secteur. « L'augmentation du capital social a entraîné l'émission de 4 643 609 actions nouvelles, attribuées gratuitement aux actionnaires selon une parité d'une (1) action nouvelle pour deux (2) actions détenues. Ce mode d'attribution générant des rompus, les actionnaires dont le nouveau portefeuille est impair se retrouvent dans l'obligation soit de céder leurs rompus de droit, soit d'acquérir les droits manquants, afin d'atteindre la parité de conversion retenue (2 actions détenues pour 1 action nouvelle). À cet effet, les actionnaires concernés sont invités, dès aujourd'hui, à se rapprocher de leurs intermédiaires en opérations de bourse (IOB) pour formaliser, selon leur choix, un ordre de vente ou d'achat de rompus pendant la période de négociation des droits. L'OST s'est ouverte ce mardi 2 décembre 2025 et se poursuivra pendant deux mois à compter de cette date », a-t-il précisé, indiquant que les IOB habilités sont : BNA, BEA, BADR, CPA, CNEP, BDL, SGA, Tell Markets, El Salam Bank, Invest Market SPA et Al Baraka Bank.

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

## Le ministre rencontre les opérateurs économiques activant dans le domaine des centres d'appel

**Par R E.**

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a tenu une rencontre avec les opérateurs économiques activant dans le domaine des centres d'appel, afin d'examiner les moyens à même de développer ce secteur prometteur et de renforcer sa capacité à créer de nouveaux postes d'emploi au profit des jeunes, indique mardi un communiqué du ministère.
Cette rencontre, tenue lundi, a permis d'évoquer "les opportunités de soutenir l'activité des centres d'appel et d'accompagner les entreprises opérant dans ce domaine, afin d'élargir leurs services sur le marché national", outre "les mécanismes de participation aux salons internationaux spécialisés en vue d'attirer de nouveaux contrats et de permettre au marché algérien de se positionner comme concurrent régional dans ce domaine", précise la même source.
Le ministre a également discuté avec les opérateurs "des principales contraintes administratives entravant la croissance de cette activité", réaffirmant "l'engagement du secteur à les aplanir afin d'offrir un environnement de travail plus fluide et plus efficace, permettant d'atteindre les objectifs fixés dans les stratégies de développement dans ce domaine".
Dans ce sillage, il a rappelé "le lancement du Centre d'appel commun des opérateurs dans la wilaya d'Ouargla, qu'il a récemment inauguré, lequel centre a été réalisé en partenariat entre Algérie Poste, Mobilis et Algérie Télécom, et où plus de 400 emplois été créés, avec la possibilité d'atteindre près de 1000 postes durant le premier semestre 2026", a-t-il souligné.
Ce projet, précise le communiqué, s'inscrit "dans une vision globale visant à investir dans les services des centres d'appel pour créer 10.000 postes d'emploi et réaliser 150 millions de dollars d'ici 2027 et atteindre 1,2 milliard de dollars en 2029, avec la création de 300.000 postes d'emploi, reflétant ainsi l'entrée de l'Algérie dans un marché prometteur aux niveaux régional et international".
Au terme de la rencontre, M. Zerrouki a affirmé que le secteur "poursuivra le soutien de cette orientation, à travers la création de centres d'appel modernes et le développement de compétences humaines capables de fournir des services répondant à des normes professionnelles élevées".
Et d'ajouter que ces structures "seront particulièrement implantées dans les wilayas intérieures et du Sud du pays afin d'insuffler une nouvelle dynamique à l'emploi", conclut le communiqué.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

REVALORISATION DU SNMG ET DE L'ALLOCATION CHÔMAGE

# L'État renforce sa politique sociale

*Lors du dernier Conseil des ministres, le président de la République a décidé de revaloriser le Salaire national minimum garanti (SNMG) ainsi que l'allocation chômage. Ces deux mesures importantes s'inscrivent dans la continuité des engagements présidentiels en faveur du pouvoir d'achat et du soutien aux catégories les plus vulnérables, marquant une nouvelle étape dans le renforcement de la politique sociale de l'Algérie.*

**Par Adem A.**

À partir de janvier 2026, le SNMG passera de 20 000 à 24 000 DA, soit une augmentation de 20 %. L'allocation chômage sera également revalorisée, passant de 15 000 à 18 000 DA par mois. Ces mesures touchent directement des millions d'Algériens. « Ce que nous faisons aujourd'hui est l'illustration concrète de la dimension sociale de l'État algérien. C'est aussi la traduction des engagements répétés du président de la République », a déclaré Abdelmalik Atailia, directeur général de l'emploi et de l'intégration au ministère du Travail, lors de son intervention à la « Chaîne I » de la radio nationale. « L'objectif est double : soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs et offrir un filet de sécurité plus robuste aux chercheurs d'emploi, notamment les jeunes », a-t-il ajouté.

La hausse de l'allocation chômage représente une injection supplémentaire de 3 000 DA par mois et par bénéficiaire et vise directement les 1,5 million de personnes actuellement inscrites au dispositif. « Tous les bénéficiaires en recevront effectivement le montant. Cette allocation n'est pas une fin en soi ; elle est conçue pour renforcer les capacités des jeunes, améliorer leur employabilité et leur offrir une protection sociale tout en préservant leur dignité », a précisé M. Atailia. Le système est en cours de refonte pour en améliorer l'efficacité, et la durée d'indemnisation est désormais fixée à un an, renouvelable sous conditions. « Nous étudions, avec d'autres secteurs comme la formation professionnelle, les mécanismes de ce renouvellement. L'idée est que ces douze mois soient une période de transition active vers un emploi durable et décent », a-t-il expliqué.

Le succès de cette politique repose largement sur la capacité de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) à jouer pleinement son rôle d'intermédiaire. Selon le directeur général, environ 1,2 million de demandeurs d'emploi sont inscrits, tandis que près de 490 000 offres ont été déposées par les entreprises jusqu'au 31 octobre 2025, permettant le placement d'environ 370 000 personnes. « La feuille de route est claire : une digitalisation à 100 % de nos services pour plus de transparence et d'efficacité, et un rapprochement actif avec le secteur économique. Nous ne pouvons pas nous contenter d'attendre les offres ; nous devons aller les chercher », a martelé M. Atailia. « La relation de confiance avec le secteur privé, créateur de richesse et d'emplois, est fondamentale. Nous travaillons à instaurer des points de contact permanents, à organiser des salons de l'emploi et à accompagner les entreprises dans leurs besoins en recrutement ».

La stratégie du ministère ne se limite pas aux aides financières.

Elle s'articule également autour de trois autres piliers : la formation, l'entrepreneuriat et la lutte contre le travail non déclaré. Près de 300 000 jeunes allocataires ont déjà bénéficié de formations, et plus de 104 000 ont accédé à un emploi stable grâce à ce dispositif. « L'esprit d'entreprise est crucial. Nous encourageons les jeunes à créer leur propre activité, notamment dans les TPE et PME », a indiqué le responsable. Parallèlement, la lutte contre l'économie informelle est intensifiée. « Le travail non déclaré pèse sur l'économie et déséquilibre les finances sociales. Nous menons des actions conjointes de contrôle et de sensibilisation avec les organismes de sécurité sociale, privilégiant l'accompagnement à la seule répression. »

Conscient des disparités régionales, le gouvernement mise sur les grands projets structurants, notamment dans le Sud, pour impulser une dynamique économique et créer des emplois locaux. « Les régions du Sud sont en pleine transformation et deviennent des pôles de production, notamment agricole. Les projets lancés y joueront un rôle majeur dans la création de richesse et d'emplois », a assuré Atailia. Alors que des études sont en cours pour une éventuelle revalorisation des pensions de retraite, le directeur général se veut optimiste pour l'avenir : « Ces mesures sociales doivent être accompagnées par une mobilisation de tous les acteurs économiques. Si nous maintenons le cap sur l'investissement, la production et l'amélioration du climat des affaires, nous poserons les bases d'une croissance inclusive qui bénéficiera à tous les Algériens ». Le défi de la concrétisation sur le terrain reste néanmoins entier pour les années 2026-2027.

AUGMENTATION DU SNMG ET DE L'ALLOCATION CHÔMAGE

## Saihi : « Une concrétisation des engagements du président de la République»

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. AbdelhakSaihi, a indiqué, lundi, que l'augmentation du Salaire national minimum garanti (SNMG) et de l'allocation chômage est une concrétisation des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur du renforcement du pouvoir d'achat des citoyens et de la préservation du caractère social de l'Etat.

Invité du Journal de 20 heures de la Télévision algérienne, M. Saihi a précisé que les augmentations approuvées par le dernier Conseil des ministres étaient "une concrétisation de l'engagement du président de la République en faveur de la revalorisation des salaires pour la préservation du pouvoir d'achat des citoyens"."Soucieux de préserver le caractère social de l'Etat, le président de la République a décidé, depuis 2020, plusieurs augmentations de salaires et d'allocations, malgré une économie mondiale en berne", a-t-il ajouté, rappelant "les exonérations fiscales introduites début 2020, suivies d'augmentations salariales en 2022, 2023 et 2024, dont la masse a atteint 900 milliards DA".Et de souligner que "tous les fonctionnaires ont bénéficié de ces augmentations, dont le taux a atteint environ 53%".

Concernant l'allocation chômage portée à 18.000 DA, le ministre du Travail a affirmé que celle-ci "assure une protection sociale au primo-demandeur d'emploi, qui bénéficie de l'accompagnement de l'Etat dans sa recherche d'emploi", faisant savoir que "depuis l'introduction de l'allocation chômage, en 2022, plus de 947.000 jeunes ont été placés dans des emplois permanents, et ce, grâce à la dynamique économique que connaît l'Algérie".

A ce propos, M. Saihi a précisé que "l'inscription auprès de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) se fait en ligne, comme unique mécanisme pour pouvoir bénéficier de l'allocation chômage", expliquant que l'Agence "accompagne et oriente le bénéficiaire de l'allocation vers le marché du travail".L'allocation chômage est "octroyée pour une année renouvelable, au cours de laquelle le bénéficiaire ouvre droit à une formation qualifiante lui permettant d'obtenir directement un emploi", a-t-il ajouté.

TOUT EN SALUANT LES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

# L'UGTA appelle à accélérer la dynamique économique

**Par M. A.**

L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a salué les nouvelles mesures sociales annoncées par le président de la République, tout en insistant sur la nécessité d'engager une dynamique économique plus soutenue pour accompagner ces décisions.

Pour Amar Takdjout, secrétaire général de la centrale syndicale, les récentes annonces confirment une orientation sociale claire mais imposent également un devoir collectif d'efficacité et de productivité pour que ces mesures produisent leur plein effet.

La décision la plus marquante est la revalorisation du Salaire national minimum garanti (SNMG), qui passera de 20 000 à 24 000 DA dès janvier 2026. Une mesure très attendue, qui, selon Takdjout, répond à un engagement pris par le chef de l'État. « Le président a tenu parole. L'UGTA avait formulé cette demande le 1er mai 2024. Aujourd'hui, nous constatons que les engagements ont été respectés », a-t-il souligné sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale. Cette augmentation concerne bien plus que les travailleurs rémunérés au minimum. Le SNMG constituant une référence de calcul, son relèvement impactera également certaines catégories de cadres, les pensions de retraite et de nombreuses grilles salariales. Amar Takdjout propose d'ailleurs plusieurs approches pour son application : une hausse uniforme de 4 000 DA, une augmentation en pourcentage selon les capacités financières des entités ou encore un système dégressif pour éviter le tassement des salaires. Depuis 2020, plusieurs mesures sociales ont été engagées par les pouvoirs publics : revalorisations salariales dans la fonction publique, relèvement des pensions de retraite d'environ 15 %, et mise en place d'une allocation chômage destinée aux primo-demandeurs. Entre 2023 et 2024, les travailleurs du secteur public ont ainsi bénéficié d'augmentations cumulées atteignant 47 %. Le président s'est engagé à porter cette revalorisation à 100 % d'ici 2027, avec une étape importante à franchir en 2026.

Parmi les décisions annoncées figure également la revalorisation de l'allocation chômage, qui passera de 15 000 DA à 18 000 DA. Le président a par ailleurs instruit le ministre du Travail de revoir les modalités de renouvellement du dossier, qui devra désormais être actualisé tous les six mois, et de fixer la durée de versement à une année renouvelable.

Pour Amar Takdjout, l'allocation chômage doit toutefois s'inscrire dans une logique d'insertion et non d'inactivité. « Nous devons responsabiliser les bénéficiaires. Il n'est pas question de percevoir une allocation sans contribution à la société ou sans formation. Chaque jeune doit intégrer un parcours : travail d'utilité publique, formation qualifiante ou action citoyenne », a-t-il expliqué. Il a notamment cité la sensibilisation environnementale, la lutte contre les fléaux sociaux ou la mobilisation dans les établissements scolaires et les quartiers. « Nous avons des compétences extraordinaires, mais elles sont parfois laissées en marge. Pourquoi un biologiste marin resterait-il chez lui alors que notre Méditerranée est malade ? », a-t-il ajouté avec regret.

Sur le plan économique, Takdjouta estimé que « l'Algérie va dans la bonne direction », mais a insisté sur l'urgence d'accélérer la cadence. Selon lui, la réussite des mesures sociales dépend directement de la capacité du pays à créer davantage d'emplois, stimuler l'investissement, augmenter la production nationale et améliorer l'efficacité administrative. « Sans un effort réel de productivité, les augmentations risquent d'être absorbées par l'inflation. C'est là tout l'enjeu », a-t-il averti.Il a également rappelé que le nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage est finalement inférieur aux prévisions initiales, ce qui constitue selon lui une opportunité pour renforcer l'accompagnement vers l'emploi et les programmes de formation.

Pour 2026, le secrétaire général de l'UGTA espère que l'ensemble de ces mesures qu'il s'agisse de la revalorisation des salaires, des retraites ou de l'allocation chômage permettront de « remettre tout le monde au travail », de renforcer la confiance entre citoyens, institutions et acteurs économiques et de consolider une dynamique sociale et économique durable.« Nous devons vulgariser ces décisions, encourager le débat et agir ensemble pour construire une économie productive. La balle est désormais dans notre camp »,a conclu Amar Takdjout, appelant à un engagement collectif pour accompagner les orientations du président de la République.

OLYMPIADES INTERNATIONALES DE MATHÉMATIQUES À MOSCOU

## Le ministre Baddari honore les étudiants algériens lauréats

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a décerné, lundi au siège du ministère, les médailles du mérite du ministère aux étudiants algériens lauréats aux Olympiades internationales de mathématiques à Moscou (Russie). Il s'agit de l'équipe d'étudiants de l'Ecole nationale supérieure de mathématiques (ENSM), pôle scientifique et technologique de Sidi Abdellah (Alger), composée de Benmoulouka Mohamed Amir, Aït Hamadouche Haitham, Boufadjighen Abdenassir et Hamadi Abdelillah, ainsi que deux professeurs encadrants de l'école pour leurs efforts dans l'accompagnement de ces étudiants.
Dans son allocution, à cette occasion, M. Baddari a précisé que ce résultat honorable réalisé, en remportant "une médaille d'or et deux médailles d'argent, en sus d'une attestation honorifique, est la preuve irréfutable que l'enseignement des mathématiques à l'ENSM est remarquable et excellent".
Il "reflète aussi l'investissement stratégique fondé sur les sciences et la technologie, approuvé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à travers la création de cette école, en sus de l'Ecole nationale supérieure d'intelligence artificielle (ENSIA)", a-t-il ajouté.
Dans le même sillage, le ministre a estimé que ces résultats reflètent "le grand bond réalisé dans le domaine de l'enseignement des sciences exactes et de la technologie, devenues la locomotive de l'Algérie victorieuse".
De leur côté, les étudiants ont exprimé leurs remerciements au président de la République pour son soutien, et au ministère de l'Enseignement supérieur pour son accompagnement et l'opportunité qui leur a été offerte pour participer à ces concours internationaux, affirmant que ce sacre les encourage à aller de l'avant pour réaliser d'autres succès.

HADJ 2026

# Tebboune alloue un quota supplémentaire de 2000 carnets de hadj aux personnes âgées de 70 ans et plus

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a décidé d'allouer un quota supplémentaire de 2.000 carnets de hadj aux personnes âgées de 70 ans et plus, ayant participé dix fois ou plus au tirage au sort ordinaire sans succès, a indiqué mardi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.
"Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports informe l'ensemble des citoyennes et des citoyens qui se sont inscrits au tirage au sort pour le pèlerinage de la saison 1447h/2026, âgés de 70 ans et plus et ayant participé dix fois au tirage au sort sans succès, y compris celui organisé samedi 22 novembre 2025, que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a décidé de leur allouer un quota de 2.000 carnets de hadj, afin de leur offrir une chance supplémentaire d'accomplir les rites du hadj", lit-on dans le communiqué. Le ministère informe également les personnes concernées que le nouveau tirage au sort aura lieu "samedi 6 décembre 2025 au niveau des sièges de wilaya ou dans tout autre lieu approprié choisi par les autorités locales, et ce, en présence des intéressés ou de leurs représentants". Ce nouveau tirage au sort est "exclusivement réservé aux citoyens remplissant les conditions de l'âge et du nombre d'inscriptions précédentes", insiste le ministère.

HYDROCARBURES ET MINES

## Mme Tafer participe à un événement minier mondial à Londres

La secrétaire d'Etat auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, a participé à l'événement minier mondial "Resourcing Tomorrow", organisé du 1er au 4 décembre à Londres, avec la participation de ministres, d'experts et d'investisseurs de plusieurs pays leaders dans le secteur minier, indique lundi un communiqué du ministère.
Au cours de son séjour à Londres, Mme Tafer a participé à plusieurs tables rondes de haut niveau avec des ministres et des responsables gouvernementaux de pays avancés dans le domaine minier.
Ces sessions ont porté sur les perspectives de sécurisation des ressources minérales vitales, le développement des chaînes d'approvisionnement mondiales, les opportunités d'investissement durable dans le secteur minier en Algérie, les possibilités de coopération internationale et le rôle central des minéraux stratégiques dans le soutien à la transition énergétique mondiale et à l'économie verte, selon le communiqué.
La Secrétaire d'Etat, a, dans ce cadre, présenté un exposé exhaustif sur la feuille de route nationale pour le développement du secteur minier, en mettant l'accent sur le développement de l'exploitation des minéraux rares, la promotion de la transformation locale et le renforcement de la recherche géologique, ainsi que sur les projets structurants visant à augmenter la valeur ajoutée et à développer les industries liées aux ressources minérales.
Mme Tafer a souligné que l'Algérie est un partenaire fiable grâce à ses ressources minérales diversifiées, aux réformes juridiques et réglementaires en cours et à sa capacité à contribuer efficacement à la sécurisation des approvisionnements mondiaux en minéraux stratégiques nécessaires aux technologies modernes et à l'économie bas carbone.
Elle a également réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à approfondir la coopération internationale dans le secteur minier et à encourager les partenariats fondés sur le transfert technologique, la formation et l'investissement responsable, dans le cadre de la nouvelle loi minière qui constitue un levier essentiel pour la gouvernance moderne et l'amélioration du climat de l'investissement dans ce secteur vital.
Evénement central de la semaine minière de Londres, "Resourcing Tomorrow" rassemble plus de 2.000 participants parmi les principaux acteurs des secteurs minier, énergétique, de l'investissement et de la technologie, pour discuter des défis mondiaux liés aux ressources, développer des partenariats stratégiques et proposer des solutions pratiques garantissant la sécurisation des minéraux et ressources soutenant l'avenir des énergies propres et l'économie mondiale.

## Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

**عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 01 ديسمبر 2025**
**Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 01 Décembre 2025**

| Produits | | Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne | أعلى Maximum | أدنى Minimum | أسعارالتجزئة[1] دج / كلغ المنتجات | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Légumes frais | Pomme de terre | 64 | 73 | 55 | البطاطا | خضر طازجة |
| | Tomate | 143 | 161 | 124 | الطماطم | |
| | Oignon sec | 54 | 61 | 47 | البصل الجاف | |
| | Ail sec | 717 | 792 | 642 | الثوم الجاف | |
| | Carotte | 82 | 92 | 71 | الجزر | |
| | Navet | 95 | 106 | 84 | اللفت | |
| | Choux fleur | 107 | 120 | 94 | قرنبيط | |
| | Choux | 95 | 109 | 80 | الكرنب | |
| | Courgette | 153 | 170 | 137 | الكوسة | |
| | Haricot vert | 162 | 182 | 142 | الفاصولياء الخضراء | |
| | Laitue | 123 | 136 | 110 | الخس | |
| Fruits frais | Clémentine | 211 | 254 | 169 | كليمونتين | فواكه طازجة |
| | Orange | 187 | 220 | 155 | البرتقال | |
| | Citron | 163 | 185 | 141 | الليمون | |
| | Pomme locale | 355 | 442 | 268 | التفاح المحلي | |
| | Datte | 491 | 631 | 352 | التمر | |
| | Banane | 460 | 476 | 442 | الموز | |
| | Grenade | 183 | 216 | 149 | الرمان | |
| Produits d'origine animale | Viande bovine locale | 1887 | 2038 | 1736 | لحم البقر المحلي | المنتجات ذات الأصل الحيواني |
| | Poulet de chair | 352 | 365 | 338 | الدجاج | |
| | Œufs (Unité) | 21 | 23 | 20 | البيض (وحدة) | |
| | Lait de vache (Litre) | 96 | 102 | 90 | حليب البقر (لتر) | |

OMAN AGROFOOD 2025

## Grand engouement pour les produits algériens

Le stand algérien au Salon international omanais de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation (Oman AgroFood 2025) qui s'est ouvert, lundi au Centre des congrès et d'expositions de Mascate (Oman), a connu un grand engouement des visiteurs et des opérateurs économiques omanais et étrangers pour les produits algériens, dont ils ont valorisé la qualité et la compétitivité.
Le stand algérien a connu une forte affluence, "ce qui dénote la croissance de l'intérêt pour l'offre nationale et sa capacité à se positionner sur les marchés régionaux", lit-on dans un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.
L'Algérie participe en tant qu'invitée d'honneur à cette manifestation à laquelle prennent part 18 entreprises algériennes activant dans plusieurs secteurs vitaux, comme les produits agricoles, les techniques d'irrigation, les techniques agricoles, les aliments et les produits alimentaires, le conditionnement, l'emballage et la chaine de froid, précise la même source.
Les travaux de cette 7e édition du Salon Oman AgroFood 2025 se sont ouverts, lundi matin, en présence du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, accompagné du ministre omanais de l'Agriculture, de la Pêche et des Ressources en eau, Saoud Al-Habsi, et du Secrétaire général du Conseil des ministres omanais, Cheikh Ben Mohammed Al Harthy. "Cette participation intervient, sous la supervision du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations dans le cadre du renforcement de la présence des produits algériens sur les marchés du Golfe et l'ouverture de nouvelles perspectives aux entreprises nationales pour intégrer des marchés prometteurs, conformément à la stratégie de l'Etat visant à diversifier les exportations hors hydrocarbures", conclut le communiqué.

## Dernière composition de DZAIRINDEX

| Libellé de la valeur | Code | Ouverture | Clôture | Var % | Ecart Mensuel % | Ecart Annuel % | per | Rend Net % | Volume transigé | Valeur transigée DA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ALLIANCE ASSURANCES | ALL | 300,00 | NC | 0,00 | -30,00 | -29,67 | 5,29 | 11,67 | 0 | 0,00 |
| BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL | BDL | 1 400,00 | 1400,00 | 0,00 | -0,17 | -0,94 | 9,00 | 5,56 | 437 | 611 800,00 |
| BIOPHARM | BIO | 2 501,00 | 2501,00 | 0,00 | 0,25 | 3,13 | 6,65 | 6,40 | 140 | 350 140,00 |
| CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE | CPA | 2 300,00 | 2299,00 | -0,04 | -0,03 | 1,74 | 10,96 | 5,44 | 14480 | 33 289 520,00 |
| EGH El Aurassi | AUR | 361,00 | NC | 0,00 | -1,48 | -8,94 | 4,56 | - | 0 | 0,00 |
| SAIDAL | SAI | 400,00 | 420,00 | +5,00 | 6,04 | 4,77 | 3,97 | 5,00 | 336 | 141 120,00 |

TRAITEMENT DU MINERAI DE GARA DJEBILET

# Sonarem et le CRTI scellent un partenariat stratégique

*Un pas décisif vient d'être franchi dans la stratégie nationale de valorisation des ressources minières. L'Entreprise nationale de fer et d'acier FERAAL, filiale du groupe industriel minier Sonarem, a signé une convention-cadre avec le Centre national de recherche en technologies industrielles (CRTI) visant à développer des technologies locales pour le traitement du minerai de Gara Djebilet, l'un des plus grands gisements de fer inexploités au monde. L'annonce a été faite hier dans un communiqué officiel du groupe public.*

**Par Réda Hadi**

Cette signature intervient en marge du premier atelier scientifique national consacré aux techniques de traitement du minerai de Gara Djebilet, organisé à Annaba par l'Unité de recherche en mines et minéralogie (URMM) du CRTI, en collaboration avec Sonarem. Un événement qui marque une nouvelle étape dans la structuration du projet minier phare de l'Algérie.
Selon Sonarem, la convention scellée entre FERAAL et le CRTI ambitionne de « développer des technologies locales de traitement du minerai » et de moderniser les systèmes de production pour les aligner sur les standards internationaux.
L'objectif est clair : réduire la dépendance aux technologies étrangères, renforcer la compétitivité des industries nationales et offrir une base scientifique solide aux futurs complexes sidérurgiques.
Pour Sonarem, cette démarche s'inscrit dans une vision d'ensemble visant à bâtir une industrie minière intégrée, capable de transformer localement les minerais stratégiques et de créer une valeur ajoutée durable.
Intervenant à l'ouverture de l'atelier, Fethi Fellali, représentant du directeur général de Sonarem, a rappelé que Gara Djebilet « dépasse le cadre économique traditionnel ». Il s'agit, selon lui, d'une ressource stratégique, dont la mise en valeur contribuera à la construction d'une industrie sidérurgique nationale avancée, apte à soutenir les ambitions de l'Algérie sur le marché international du fer et de l'acier.
Il a insisté sur la nécessité d'une intégration étroite entre la recherche scientifique et les besoins de l'industrie, considérant cette synergie comme la clé de l'innovation et de la réussite du projet. Le traitement des minerais à forte teneur en impuretés, comme celui de Gara Djebilet, nécessite en effet des technologies avancées et des solutions adaptées aux caractéristiques spécifiques du gisement.
Il faut savoir que cet événement, tenu à Annaba, a réuni une diversité d'acteurs, représentants de l'enseignement supérieur, responsables du secteur industriel, experts, chercheurs spécialisés, ainsi que des représentants d'entreprises minières et sidérurgiques nationales et étrangères.
La participation internationale a été renforcée par la présence de Huang Wusheng, représentant de la société chinoise Sinosteel, acteur majeur de la coopération sino-algérienne dans le domaine minier.

### Des perspectives industrielles et commerciales prometteuses

Au cours des différentes sessions, les experts ont présenté des contributions académiques et pratiques portant sur les propriétés minéralogiques du minerai de Gara Djebilet, les techniques de traitement actuelles et les perspectives d'optimisation. Les communications ont mis en lumière la nécessité d'élaborer des approches spécifiques pour traiter ce minerai caractérisé. Hamado Karim, directeur technique de FERAAL, a détaillé les efforts de l'entreprise pour développer des solutions adaptées aux défis du gisement, grâce à l'appui de laboratoires nationaux et de collaborations internationales. De son côté, le professeur Hadjiat Hocine, Conseiller auprès de l'entreprise FERAL, a affirmé que la valorisation de Gara Djebilet constitue « une clé majeure pour transformer les richesses naturelles du pays en puissance industrielle ». Selon lui, l'Algérie possède aujourd'hui les capacités humaines et technologiques nécessaires pour devenir un acteur influent sur le marché mondial du fer, pour peu qu'elle poursuive ses investissements dans l'innovation.
L'atelier a également abordé les enjeux économiques et stratégiques liés à l'exploitation du minerai. Omar Ouzal, président du groupe minier du complexe Tosyali, a présenté une analyse détaillée du positionnement du minerai algérien sur le marché international et des opportunités d'intégration dans les chaînes mondiales de production. Selon lui, le gisement de Gara Djebilet, l'un des plus grands au monde avec des réserves estimées à plus de 3,5 milliards de tonnes, constitue un atout pour la diversification des exportations algériennes et pour l'autonomie de l'industrie sidérurgique nationale. Quant à l'expert chinois Huang Wusheng, il a partagé des retours d'expérience sur le traitement des minerais à faible teneur en fer en Chine, proposant des pistes technologiques qui pourraient être adaptées aux spécificités du gisement algérien.

1 047 DE CONTRATS SIGNÉS AVEC DES ENTREPRISES ALGÉRIENNES EN 2024

## SONATRACH dynamise le contenu local

**Synthèse Selma R.**

En 2024, SONATRACH a signé un total de 2 457 contrats, dont 1 047 avec des entreprises algériennes pour un montant de 1 473 milliards de dinars, soit l'équivalent de plus de 11 milliards de dollars et 246 avec des partenaires étrangers, représentant 4,71 milliards de dollars.
À cela s'ajoutent la signature de 499 d'avenants aux contrats signés par Sonatarch, d'un montant global de 5 milliards de dollars, impliquant 222 entreprises algériennes et 54 étrangères. Ces chiffres illustrent l'engagement du groupe pétrolier à renforcer le contenu local et à soutenir l'économie nationale.
Au cours de l'année 2024, SONATARCH a poursuivi ses efforts en matière de promotion du contenu local ainsi que son engagement en faveur l'intégration nationale et a vu le lancement des actions touchant à la procédure de passation de marché et la digitalisation des processus de passation de marché. En effet, le Portail de Passation des Contrats (PPC) permet désormais aux opérateurs économiques de retirer en ligne les Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) et d'effectuer le paiement des frais correspondants. Le module de gestion des travaux de la Commission de Contrôle de Conformité (CCC) garantit la traçabilité et la transparence des décisions et demandes de clarification.
Conformément aux orientations du Président de la République, SONATRACH a multiplié les initiatives pour valoriser les entreprises et produits nationaux. En 2024, plusieurs actions ont été lancées, notamment le reporting mensuel sur les contrats conclus avec des entreprises algériennes ; la création d'une « Fiche d'intégration nationale » recensant les actions pour le contenu local ; le développement de partenariats entre universités et secteur économique pour former une élite de chercheurs dans l'industrie et l'agriculture ; la mise en place d'une base de données des produits locaux adaptés aux besoins de SONATRACH et le soutien aux investissements utilisant les matières premières locales et développement des énergies propres via les start-ups et PME.
Par ailleurs, ajoute le groupe dans son bilan, plus d'une dizaine de rencontres ont été organisées avec des entreprises nationales publiques et privées pour présenter leurs gammes de biens et services et faciliter leur accès aux marchés de SONATRACH. Des visites de sites industriels spécialisés dans le traitement des déchets, la construction mécanique, la fabrication de raccords pétroliers et de line-pipes en fibre de verre ont été menées pour identifier des partenariats industriels.
Le bilan 2024 confirme la volonté de SONATRACH de conjuguer performance opérationnelle, innovation digitale et responsabilité nationale. La digitalisation des processus et la valorisation du contenu local renforcent la compétitivité du groupe, soutiennent la croissance des entreprises nationales et contribuent à la diversification de l'économie algérienne. Ces résultats illustrent l'importance stratégique de SONATRACH dans le développement industriel et économique du pays et son rôle clé dans l'optimisation du contenu local et le soutien à l'intégration nationale.

ALGÉRIE-BIÉLORUSSIE

## Examen des moyens de renforcer la coopération industrielle et agricole entre les deux pays

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a reçu, au siège du ministère, une délégation biélorusse de haut niveau, avec laquelle il a examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines industriel et agricole et de promouvoir l'investissement dans des secteurs d'intérêt commun, indique mardi un communiqué du ministère.
M. Bachir a reçu, lundi soir, une délégation biélorusse de haut niveau comprenant le ministre de l'Industrie, Andrei Kuznetsov, et le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, Yuri Gorlov, en présence du Secrétaire général du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Hamid Bensaad, en tant que représentant du ministre du secteur, Yacine El-Mahdi Oualid, précise la même source. Cette rencontre a permis de passer en revue les moyens de renforcer la coopération industrielle et agricole entre les deux pays et d'ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat au service de l'intégration économique, ajoute le communiqué.
Dans le domaine industriel, les entretiens ont porté sur les opportunités de coopération, notamment dans les industries mécaniques, incluant les équipements et machines agricoles, la construction de silos métalliques pour le stockage des céréales, les tracteurs et machines de forte puissance, les véhicules et équipements destinés à l'exploitation minière et industrielle et les camions.
A cette occasion, M. Bachir a appelé à concrétiser le partenariat dans le domaine de la fabrication de tracteurs et machines agricoles avec la partie biélorusse, à travers le groupe public des industries mécaniques (AGM), tout en œuvrant à étendre les partenariats à d'autres secteurs comme les industries du plastique, chimique et électrique, l'électroménager, le fer et l'acier.
Il a également invité les sous-traitants et fabricants biélorusses de pièces détachées à investir en Algérie. Pour sa part, le ministre biélorusse de l'Industrie a réitéré la disposition de son pays à créer des unités de production conjointes avec le groupe public AGM, soulignant l'importance de renforcer la coopération dans le transfert d'expertises et de technologie, afin d'accroître la productivité et l'efficacité industrielle en Algérie.
Il a aussi exprimé la volonté de la Biélorussie d'investir dans le secteur du textile, en partenariat avec le groupe public des textiles et cuirs GETEX.
Dans le secteur agricole, les deux parties ont examiné les opportunités de coopération, en particulier dans la production de lait et produits laitiers, de céréales, de viandes et de semences, en vue de contribuer au développement des chaînes de production agricole et au renforcement de la sécurité alimentaire.
Lors de cette rencontre, les deux parties sont convenues de la concrétisation des partenariats proposés et de la création d'un mécanisme de suivi conjoint pour garantir la mise en œuvre des projets industriels et agricoles et évaluer périodiquement leur avancement, afin d'atteindre les objectifs stratégiques des deux pays et de renforcer l'intégration économique, conclut le communiqué.

DJELFA

## Plus de 215 millions DA pour la réalisation et l'équipement d'une polyclinique à Benhar

La wilaya de Djelfa a affecté une enveloppe de plus de 215 millions DA pour la réalisation et l'équipement d'une polyclinique dans la commune de Benhar, dans le nord de la wilaya, à-on avisé lundi auprès de la Direction des équipements publics.
Ce projet, dont le wali Djahid Mous a donné le coup d'envoi des travaux à la fin de la semaine écoulée, sera réalisé dans un délai de "pas plus de 12 mois".
La réalisation de cette structure, qui englobera plusieurs services médicaux, s'inscrit dans le cadre des projets de développement visant l'extension du parc des infrastructures du secteur de la santé et le rapprochement de ses prestations des citoyens.
Selon le directeur local de la santé, Abdallah Bourakaa, le secteur a enregistré, cette année, la réalisation de sept établissements de santé assurant une capacité d'accueil globale de 60 lits, à travers plusieurs communes.
La wilaya a également réalisé des projets portant sur la réalisation de 14 structures de santé de proximité, at-il ajouté.

RÉHABILITATION DU BARRAGE VERT

## Vers la plantation de plus de 1,3 million d'arbustes à Tébessa

La Conservation des forêts de la wilaya de Tébessa a programmé la plantation de 1.329.400 arbustes de diverses variétés dans le cadre du programme de réhabilitation du barrage vert qui traverse neuf communes de cette wilaya, a révélé lundi la conservatrice locale des forêts, Asma Bechinina.
Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que dans le cadre de la troisième tranche de ce programme national visant la préservation de l'équilibre écologique, il a été procédé depuis le 25 octobre passé au lancement de la plantation de ce nombre important d'arbres sur une superficie globale de 910 hectares qui se poursuivra jusqu'à la fin de mars prochain.
Elle a également précisé qu'il sera ainsi procédé à la mise en terre, entre autres, d'oliviers, de pistaches, de pins d'Alep, de cyprès, de figues de Barbarie et de l'atriplex halimus.
La superficie du barrage vert s'étend à Tébessa sur 407.138 hectares de neuf communes soit 30 % de la surface totale de la wilaya et 11 % de la surface totale du barrage vert à l'échelle nationale.

EL-MEGHAÏER

# Mise en service plusieurs installations hydrauliques

*Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a mis en service lundi un château d'eau de 2.000 M3 et une station de pompage d'eau potable, localisés dans la commune de Djamaa (40 km Sud d'El-Meghaïer).*

Sur site, le ministre a mis l'accent sur la livraison des projets dans leurs délais, pour permettre l'inscription de nouvelles opérations, selon les potentialités qu'offre la wilaya en termes d'investissement.
Le projet s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités de stockage afin de contribuer à une gestion autonome, améliorant la qualité de l'eau potable et par conséquent, le service public assuré à une population de 9.300 âmes, selon les explications fournies à la délégation ministérielle.
M. Derbal a lancé également une campagne d'envergure de réparation des fuites sur le réseau d'eau potable, avec le concours des unités de l'Algérienne des eaux (ADE) des wilayas d'El-Meghaier, Touggourt et El-Oued.
Il a également lancé une campagne de curage préventif du réseau d'assainissement, avec la participation de l'Office national d'assainissement (ONA) des wilayas d'El-Meghaier, Biskra, El-Oued, Ouled Djellal et Touggourt.
Poursuivant sa visite de terrain, M. Derbal a procédé, au nouveau pôle urbain de la commune de Djamaâ, à la mise en service de la principale station de pompage des eaux usées, où il a mis l'accent sur l'aménagement des stations de relevage pertinent de l'ONA d'El-Meghaier, sur la base d'un programme à établir dans un délai de deux mois.
Inspectant la station de déminéralisation de l'eau de la commune de Djamaâ, d'une capacité de 12.000 m3/j, le ministre a insisté sur l'amélioration de son rendement à sa pleine capacité.
M. Derbal a, au terme de sa visite de travail dans la wilaya, a supervisé la signature d'une convention de transfert de la gestion des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la commune de Sidi-Khelil aux unités de l'ADE et de l'ONA d'El-Meghaier, avant de visiter la station de déminéralisation de la commune d'El-Meghaier, d'une capacité de traitement de 14.000 M3/j et d'une production de 7.000 m3/j.

OUARGLA

## De nouvelles structures éducatives pour améliorer les conditions de scolarisation

Plusieurs structures éducatives, tous paliers confondus, sont en cours de réalisation à travers la wilaya d'Ouargla, dans le cadre des efforts visant à résoudre le problème de la surtaxe des classes et à améliorer les conditions de scolarisation des élèves, at-on appris lundi de la direction locale des équipements publics (DEP).
Ces projets concernent 14 écoles primaires, 13 collèges d'enseignement moyen (CEM), quatre lycées, ainsi que 74 classes d'extension, inscrites dans le cadre du programme sectoriel du développement et du budget de wilaya, a précisé la même source.
Parmi ces chantiers, cinq écoles primaires et cinq CEM, dont les travaux ont enregistré un taux d'avancement appréciable, devraient être reçus avant la fin 2025, alors que la réception de neuf écoles primaires et de huit CEM est prévue pour septembre prochain.
Concernant le cycle secondaire, le secteur de l'éducation sera également renforcé dès la rentrée 2026-2027 par un nouveau lycée de 1.000 places pédagogiques en cours de réalisation dans la commune de Sidi-Khouiled, ainsi qu'une structure similaire dans le quartier Bamendil (chef-lieu de wilaya).
Par ailleurs, un projet de réalisation d'un lycée de 1.000 places a été lancé en octobre dernier au niveau du pôle urbain de Hay Ennasr (commune d'Ouargla). De plus, les procédures administratives relatives à un projet d'un autre lycée dans le quartier Sidi Boughoufala, au sein de la même collectivité locale, ont été engagées.
Au total, six nouveaux groupements scolaires, un CEM, un lycée, 16 classes d'extension et trois cantines scolaires, ont déjà été reçus et mis en service au titre de l'actuelle scolaire année, à-on rappelé.
La wilaya d'Ouargla compte 281 établissements éducatifs, dont 185 écoles primaires, 67 CEM et 29 lycées, selon les données de la direction locale de l'éducation.

DESSALEMENT D'EAU DE MER

## L'usine de Tighremt à Béjaïa atteint sa pleine capacité

Le groupe Sonatrach a annoncé, lundi dans un communiqué, l'entrée en exploitation, à pleine capacité de production, de l'usine de dessalement d'eau de mer de Tighremt, dans la wilaya de Béjaïa, avec une capacité de 300.000 mètres cubes par jour.
Cette étape intervient après l'achèvement de l'ensemble des protocoles techniques établis depuis la mise en service initiale de l'usine en juin 2025, ajoute le communiqué. Les opérations de montée progressive en puissance ont été réalisées avec rigueur et précision, conformément aux normes internationales en vigueur dans ce domaine, notamment celles relatives à la sécurité et à l'efficacité des équipements.
L'usine de dessalement d'eau de mer de Tighremt, située dans la commune de Toudja, fait partie des cinq usines inscrites dans le premier programme national complémentaire lancé en 2022 par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à répondre aux besoins des citoyens en eau potable et à renforcer la sécurité hydrique du pays, rappelle le communiqué.
L'usine de Tighremt contribuera à la satisfaction des besoins en eau portable de la population de la wilaya de Béjaïa, ainsi qu'à celle des wilayas de Sétif, Bouira et Bordj Bou Arréridj.
A travers cette importante réalisation, Sonatrach, via sa filiale Algérien Desalination Company, réaffirme « son engagement constant à contribuer efficacement à la durabilité des ressources en eau, marquant sa détermination à poursuivre la mise en œuvre de projets soutenant la sécurité hydrique nationale, dans un contexte de défis climatiques et de conditions environnementales prévalant aux niveaux régional et international », selon la même source.

NÂAMA

## Lancement d'une formation d'artisans dans l'extraction des huiles naturelles

La Chambre de l'artisanat et des métiers de Nâama a lancé, lundi, une session de formation dans le domaine de l'extraction des huiles naturelles au profit de 25 artisans issus des wilayas d'In-Salah, Oran, Aïn-Defla, Tlemcen et Nâama, à-on avis des organisateurs.
Cette session de cinq jours, initiée en coordination avec la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya et le bureau de Nâama de la Confédération algérienne du patronat (CAP), est organisée au niveau de la Maison de l'artisanat de Nâama, indique-t-on.
Elle porte, notamment, sur les opérations de pressage, la distillation des plantes aromatiques, ainsi que sur la production des huiles et des produits cosmétiques extraits d'herbes, sous la supervision du formateur professionnel dans ce domaine, Farah Mellah, a précisé la même source.
Cette initiative, qui permet de développer les compétences des artisans, s'inscrit dans le cadre des formations programmées par la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de Nâama.
A l'issue de cette formation, les artisans bénéficieront d'un diplôme reconnu par l'Etat, leur permettant d'accéder à un soutien financier pour la création d'une micro-entreprise, dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), at-on indiqué.
Le programme annuel de formation théorique et pratique de la CAM de Nâama prévoit la qualification professionnelle d'environ 100 artisans dans plusieurs spécialités, telles que la coiffure artistique, l'installation d'équipements et de matériels d'énergie solaire, la pâtisserie traditionnelle, la couture, la broderie électronique, la sellerie et d'autres métiers, selon la Chambre.

## DÉMOGRAPHIE, ÉCONOMIE, ÉCOLOGIE

# Pour de meilleurs lendemains, mille défis entremêlés

*Changement climatique, vieillissement de la population, croissance en berne: les problèmes ne manquent pas, mais aucun d'entre eux ne peut être résolu indépendamment des autres.*

1ère partie

**Par Gérard Horny**

Les professionnels de l'immobilier qui se pressaient le 5 novembre dans le confortable amphithéâtre de la Fédération française du bâtiment pour assister au colloque annuel de l'Institut de l'épargne immobilière et financière (IEIF) ne se doutaient pas à quel point leur confort intellectuel allait être mis à l'épreuve.

Dès son discours d'accueil, Xavier Lépine, président de l'IEIF, est entré dans le vif du sujet: «9 millions de mètres carrés de bureaux sont vides et on va vers 15 millions… une partie de ces bureaux est neuve… et on manque de logements… Quelle inefficience! Est-ce qu'on a pensé aux besoins des gens?» Avant d'ajouter: «On peut encore changer de modèle économique.»

### De multiples défis à relever

Le ton était donné: tout au long de la journée, les intervenants se sont succédé à la tribune pour à la fois souligner l'ampleur des problèmes qui se posent à nos sociétés (la France n'est pas un cas isolé, même si l'ampleur de ses déficits montre qu'elle a des problèmes spécifiques) et donner quelques pistes de réflexion pouvant mener à des solutions.

Des journées de ce genre ne sont pas exceptionnelles: dans toutes les réunions professionnelles aujourd'hui, les remises en cause sont profondes. Mais celle-ci paraît particulièrement intéressante parce que tous les thèmes d'actualité y ont été abordés: qu'il s'agisse du climat, du vieillissement de la population, de la faiblesse de l'activité ou de la croissance des inégalités, l'immobilier est un concentré de tous les défis que nous avons à relever.

Reprenons ces thèmes, en commençant par le climat, que la COP30 a remis au cœur de l'actualité. Les propos stupides de Donald Trump, la vigueur persistante du mouvement climatosceptique et la force d'inertie opposée par les pays les plus dépendants des énergies fossiles ne doivent pas faire oublier l'essentiel.

On sait de façon certaine et démontrée scientifiquement que la présence de plus en plus massive de gaz à effet de serre dans l'atmosphère est à l'origine du réchauffement climatique observé depuis plusieurs décennies. On sait aussi que ce sont les activités humaines qui en sont responsables.

On sait enfin que les effets de ce réchauffement ne se limitent pas à la hausse des températures, mais que celui-ci peut entraîner à la fois une aggravation majeure des phénomènes de sécheresse dans certains pays, des inondations plus fréquentes et plus meurtrières dans d'autres, des cyclones, un recul de la biodiversité, des mouvements migratoires forcés,… Bref, il est évident que la réduction des émissions de gaz à effet de serre devrait être aujourd'hui la priorité des priorités.

### Le réchauffement climatique, mauvais pour la santé… et le PIB

Il est fréquemment reproché aux écologistes d'en faire un peu trop sur ce point et d'avoir une vision catastrophiste du monde. En fait, on devrait plutôt leur reprocher d'être trop modérés et de ne pas en faire assez. Car plus on avance dans le temps et le réchauffement du climat, plus ses effets négatifs et destructeurs paraissent évidents. On commence à avoir l'habitude des catastrophes dites naturelles et de la dégradation de notre environnement, mais on connaît moins l'impact de ces changements sur la santé humaine. Pourtant la revue scientifique et médicale britannique The Lancet publie désormais chaque année un countdown («compte à rebours») très édifiant.

Dans l'édition 2025, on apprend ainsi que sur les vingt indicateurs utilisés pour suivre la montée des risques liés au changement climatique et leur impact sur la santé à l'échelle mondiale, douze ont enregistré des records à un niveau inquiétant l'an dernier. On note par exemple une hausse de 63% des décès liés à la chaleur si l'on compare les années 1990 aux années 2012-2021 où ils ont atteint une moyenne de 546.000 par an.

À ceux qui s'intéressent plus aux chiffres de croissance du PIB qu'aux statistiques concernant la santé humaine, on peut signaler aussi que les épisodes de chaleur excessive ont fait perdre en 2024 639 milliards d'heures qui auraient pu être travaillées, soit un coût total estimé à 1.090 milliards de dollars (945 milliards d'euros environ), c'est-à-dire près de 1% du PIB mondial.

À lire ces chiffres, on pourrait en conclure que des responsables politiques soucieux d'aligner des statistiques économiques mettant en valeur l'excellence de leur gestion seraient préoccupés de contribuer activement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Certains l'ont compris, mais beaucoup d'autres continuent à ignorer le problème.

Selon The Lancet Countdown, si l'on regarde les prévisions de production de pétrole et de gaz à l'horizon 2040 établies en mars de cette année, huit des dix compagnies qui produiront le plus seront des compagnies contrôlées par sept États (Arabie saoudite, Iran, Russie, Chine, Qatar, Émirats arabes unis et Koweït).

Quant aux États-Unis, à cette date, ils seraient responsables à eux seuls de 22,7% de la production mondiale de pétrole et de gaz, soit deux fois plus que n'importe quel autre pays et 10,6% de plus que ce qui était envisagé en 2024 sous l'administration Biden.

### Les énergies fossiles toujours subventionnées

En 2023, les subventions accordées à la production d'énergies fossiles par les 87 pays qui représentent 93% des émissions de gaz à effet de serre ont atteint 1.063 milliards de dollars (922 milliards d'euros). C'est près de dix fois plus que leurs revenus provenant des taxes carbone, soit un montant net d'aides de 956 milliards de dollars (830 milliards d'euros).

Seuls quinze de ces pays ont prélevé plus de taxe carbone qu'ils n'ont versé d'aides aux énergies fossiles; comme par hasard, quatorze d'entre eux sont classés par les Nations unies comme ayant un indice de développement humain très élevé.

La répartition par tranches d'âge à l'intérieur de la population commence à poser des problèmes. En 2018, les plus de 65 ans représentaient déjà 20% du total; en 2070, ce pourrait être 29%…

À l'opposé, on constate que quinze autres pays ont un montant net d'aides aux énergies fossiles plus élevé que celui de leurs dépenses de santé. Cinq de ces pays (Iran, Libye, Algérie, Venezuela et Ouzbékistan) consacrent même deux fois plus d'argent en aides aux énergies fossiles qu'à leurs budgets santé. Manifestement, il s'agit de pays très dépendants de leurs ventes de pétrole et de gaz sur lesquels pèsent de lourdes contraintes, mais il paraît difficile de soutenir que leur politique vise à préparer l'avenir.

Il est clair que dans beaucoup de pays la baisse des émissions de gaz à effet de serre n'est pas la priorité et que leurs populations ont d'autres soucis. Mais il y a d'autres pays où il est possible d'avancer pour le bénéfice de tous. C'est le cas de l'Europe en général et de la France en particulier où, ainsi que le rappelle le chercheur et enseignant François Gemenne à propos du logement, l'isolation peut permettre d'atteindre plusieurs objectifs: la réduction des émissions de $CO_2$ –un logement bien isolé consommant moins d'énergie–, une meilleure adaptation au changement climatique et l'amélioration des conditions de vie.

Ce qui est vrai pour le logement peut aussi s'appliquer aux bâtiments publics, notamment aux écoles et aux lycées: on étudie mieux dans une classe qui ne se transforme pas en fournaise l'été. Mais ces sujets sont actuellement laissés au second plan.

### La démographie sur la mauvaise pente

L'évolution de la démographie, bien moins présente encore dans le débat public que le changement climatique, pose d'autres problèmes auxquels il serait bien de réfléchir dès maintenant. Hélas ce n'est manifestement pas le cas: le débat sur la réforme de 2023 et le refus obstiné de toucher à l'âge de départ à la retraite montrent malheureusement que beaucoup de nos prétendus responsables politiques n'ont pas la moindre idée du monde dans lequel ils vivent.

Selon les prévisions actuelles, la population devrait continuer à croître jusqu'au milieu des années 2080 avec un pic autour de 10,3 milliards d'habitants, puis commencer à diminuer très progressivement. Mais, selon l'ONU, une personne sur quatre vit actuellement dans un pays où la population a déjà atteint son maximum.

Dans certains pays, comme le Japon, le recul est déjà bien amorcé; dans d'autres, notamment en Europe, la hausse de la population est due pour l'essentiel à l'arrivée de migrants. La France a longtemps gardé un taux de natalité relativement élevé, mais cette «exception française» est en train de se terminer.

En 2024, le solde naturel (différence entre les naissances et les décès) s'est établi à seulement 17.000, soit le niveau le plus faible depuis la Seconde guerre mondiale. Et à en juger par les chiffres enregistrés au premier semestre, il est possible que le nombre des décès l'emporte sur celui des naissances dès cette année, soit quelques années plus tôt que cela n'était prévu.

Selon les scénarios actuels, la population française atteindrait un pic dans les années 2040, puis se mettrait ensuite à décliner doucement. Déjà quatorze départements commencent à perdre des habitants depuis une dizaine d'années.

La répartition par tranches d'âge à l'intérieur de la population commence à poser des problèmes. En 2018, les plus de 65 ans représentaient déjà 20% du total; en 2070, ce pourrait être 29%…

### Le problème du chômage remplacé par un autre

Cette évolution d'ensemble a un impact sur la taille de la population en âge de travailler. Selon des travaux de l'Insee menés en 2022, la population active atteindrait un pic à la fin des années 2030 et reculerait ensuite. Avec la réforme des retraites de 2023, le pic serait atteint un peu plus tôt, en 2036, mais s'établirait à un niveau plus élevé (31,167 millions contre 30,479 millions en 2039 dans le scénario précédent) et, en 2070, la population active serait supérieure de 600.000 personnes à ce qu'elle serait sans la réforme. Si celle-ci était définitivement arrêtée, le gain serait beaucoup plus limité. L'économiste Maxime Sbaihi résume le problème avec une formule choc: «Le problème demain, ce ne sera plus le chômage; ce sera la population active.»

**(A suivre)**

TUNISIE

## Tunis franchit les 10 millions de touristes en 2025 et vise le Top 3 africain

Porté par la reprise de ses marchés traditionnels et l'ouverture à des visiteurs de nouveaux horizons, le tourisme tunisien affiche une progression notable depuis 2023. Une dynamique qui peut hisser le pays parmi les trois premières destinations africaines en 2025, aux côtés du Maroc et de l'Égypte.
La Tunisie a enregistré plus de 10,033 millions de touristes entre le 1er janvier et le 20 novembre 2025, en hausse de 10,3 % par rapport à la même période l'an dernier, selon des données attribuées par la presse locale au ministère du Tourisme. Cette croissance est portée par plusieurs marchés traditionnels comme émergents. Celui britannique a affiché une hausse de 40,1 %, avec 415 000 touristes accueillis, tandis que celui français a enregistré 1,070 million de visiteurs, en hausse de 6,4 %. Les arrivées en provenance d'Italie et du Canada ont également progressé de 8,6 % et 11 %, respectivement.
Ciblé par les efforts de diversification du secteur par le gouvernement, le marché chinois a également crû de 18,6 %, pour un total de 24 268 touristes. Parallèlement, les recettes touristiques ont généré près de 7 milliards de dinars tunisiens (environ 2,382 milliards USD) sur les neuf premiers mois de l'année, soit une progression annuelle de 8,3 %.
Cette dynamique rapproche le pays de son objectif de 11 millions de visiteurs en 2025, une performance qui peut le propulser dans le Top 3 des destinations touristiques africaines, aux côtés du Maroc et de l'Égypte. Avec 10,2 millions de visiteurs en 2024, le pays disputait déjà la troisième place à l'Afrique du Sud, également en voie d'atteindre la barre des 11 millions cette année.
Secteur stratégique pour l'économie tunisienne, le tourisme avait crû de 28,1 % en 2023 selon la Banque mondiale, atteignant une valeur de 6,9 milliards de dinars tunisiens, soit 4,4 % du produit intérieur bruit contre 3,8 % en 2022. En 2023, la contribution du secteur au PIB est presque revenue à son niveau d'avant Covid-19, à 4,6 %.

EGYPTE

# En attente de la revue de deux accords avec le FMI

*La visite du FMI intervient alors que l'Égypte continue de mettre en œuvre ses engagements, notamment une politique monétaire restrictive, en plus de la flexibilité du taux de change et des mesures budgétaires plus strictes pour remédier aux déséquilibres accumulés, et a promis d'accélérer les réformes de la gouvernance des entreprises publiques en direction du secteur privé.*

La mission du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par Ivanna Vladkova Hollar est arrivée lundi 1er décembre au Caire pour entamer les discussions sur les cinquième et sixième revues du programme de prêt de 8 milliards de dollars accordé à l'Égypte au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et la première revue du prêt de 1,3 milliard de dollars accordé au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD).
Les deux revues de la FEC seront menées conjointement, le FMI ayant déclaré qu'il fallait plus de temps pour finaliser les mesures politiques clés, en particulier celles liées à l'autonomisation du secteur privé et au renforcement de son rôle dans l'économie.
Les discussions devraient porter principalement sur l'adhésion de l'Égypte à un régime de taux de change flexible, pilier central du programme de facilité élargie de crédit.
Au cours des quatre premières revues de la FEC, l'Égypte a reçu environ 3,2 milliards de dollars sur un total de 8 milliards.
L'achèvement des deux revues de la FEC et de l'évaluation de la FRD devrait permettre de débloquer près de 2,5 milliards de dollars supplémentaires pour le pays.
La visite du FMI intervient alors que l'Égypte continue de mettre en œuvre ses engagements, notamment une politique monétaire restrictive (offre restreinte de la monnaie et des taux d'intérêt directeurs élevés), en plus de la flexibilité du taux de change et des mesures budgétaires plus strictes pour remédier aux déséquilibres accumulés.
Le FMI a noté que l'Égypte avait poursuivi son resserrement monétaire. Depuis l'approbation du programme en décembre 2022, la Banque centrale d'Égypte (BCE) a relevé ses taux directeurs et maintenu une politique restrictive afin de réduire l'inflation et restaurer la crédibilité.

### Réformes monétaires et de change à l'étude

Au cours des trois dernières années, l'Égypte a laissé la livre égyptienne s'ajuster plus librement afin de corriger les déséquilibres extérieurs et reconstituer ses réserves en devises. Depuis fin 2022, la monnaie nationale a perdu plus de 60 % de sa valeur par rapport aux principales devises, surtout le dollar américain.
L'équipe du FMI évaluera également si la politique monétaire reste suffisamment restrictive pour ancrer les anticipations d'inflation et soutenir la désinflation. La BCE s'est engagée à éviter le financement monétaire, à améliorer la gestion des liquidités et à renforcer la transmission de la politique monétaire.
La BCE a commencé à assouplir prudemment sa politique monétaire restrictive, abaissant ses taux directeurs à quatre reprises en 2025 pour le ramener à 6,25 %, contre 19 % (1 900 points de base) depuis 2022.

### Performance budgétaire et dynamique de la dette

L'assainissement budgétaire est un autre domaine clé à l'étude, notamment l'engagement de l'Égypte à dégager un excédent primaire et à réduire les vulnérabilités de la dette publique. Les mesures comprennent l'amélioration du recouvrement des recettes, la rationalisation des dépenses et la priorité accordée à la protection sociale.
La viabilité de la dette reste un critère central pour les revues des accords conclus par l'Egypte. Le FMI devrait évaluer les progrès accomplis dans la gestion de la dette publique, l'amélioration de la transparence et la réponse aux besoins de financement élevés. Par ailleurs, le ministère égyptien des Finances a indiqué dimanche dans son rapport financier mensuel que le déficit budgétaire était en hausse lors des quatre premiers mois de l'exercice fiscal en cours (juillet-octobre) et avait atteint 3,2%. Les mesures structurelles, notamment celles liées à la politique de propriété de l'État, seront également examinées. Dans le cadre de la FEC, l'Égypte s'est engagée à accélérer les réformes de la gouvernance des entreprises publiques, à renforcer la transparence et à élargir la participation du secteur privé.
Les progrès réalisés dans le cadre du programme de vente d'actifs du gouvernement et les mesures prises en vue de la mise en place d'un cadre concurrentiel seront scrutés à la loupe.

ARABIE SAOUDITE

## Riyadh vise une hausse des investissements japonais

L'Arabie saoudite souhaite attirer davantage d'entreprises japonaises alors qu'elle cherche à accroître les investissements étrangers pour soutenir ses ambitieux plans de diversification économique, a déclaré lundi le gouverneur de son fonds souverain.
Selon une information de Reuters publiée en octobre, le royaume se prépare à réorienter son Fonds d'investissement public (PIF), qui pèse près de 925 milliards de dollars, en s'éloignant des projets immobiliers ayant dominé ses objectifs de développement au cours de la dernière décennie. Une nouvelle stratégie concentrera désormais ses efforts sur des secteurs tels que la logistique, l'exploitation minière, le tourisme religieux et l'intelligence artificielle.
« Le Japon, à une certaine époque, figurait parmi les plus grands partenaires de l'Arabie saoudite, et nous souhaitons retrouver cette dynamique en attirant toujours plus d'entreprises japonaises à travailler avec nous », a affirmé Yasir Al-Rumayyan, gouverneur du PIF.
« Nous avons investi, de 2017 à 2024, environ 11,5 milliards de dollars au Japon, et nous prévoyons que ce chiffre atteindra environ 27 milliards de dollars d'ici la fin de 2030 », a-t-il précisé.
Intervenant lors du sommet Future Investment Initiative Priority à Tokyo, il a également indiqué que la nouvelle stratégie quinquennale du PIF, couvrant la période jusqu'en 2030, avait récemment été approuvée par le conseil d'administration.

IRAK

## Baghdad appelle des sociétés américaines à faire une offre pour un champ pétrolifère géré par Lukoil

Le ministère irakien du Pétrole a annoncé lundi avoir appelé des sociétés américaines à faire une offre sur un champ pétrolifère géré pendant des années par le géant russe Lukoil, à présent frappé par des sanctions américaines.
"Toutes les mesures nécessaires" ont été prises, selon un communiqué du ministère, pour "inviter plusieurs importants groupes pétroliers américains" à faire des offres afin de prendre le contrôle du champ de West Qurna 2, dans le sud de l'Irak, l'un des plus importants au monde d'après Lukoil. "Le gagnant remplace Lukoil", a résumé auprès de l'AFP un responsable au ministère.
Ce transfert à une compagnie américaine "serait bénéfique pour les intérêts mutuels" de l'Irak et et des Etats-Unis, "renforcerait la stabilité du marché mondial et maintiendrait la production pétrolières de l'Irak", ajoute le communiqué.
En octobre, les Etats-Unis de Donald Trump ont imposé des sanctions aux deux plus grands producteurs de pétrole russes - Rosneft et Lukoil - face au refus de la Russie de mettre fin à la guerre en Ukraine.
Lukoil avait obtenu le contrat pour développer le champ de West Qurna 2 en 2009 et commencé la production cinq ans plus tard, selon le site internet de la compagnie.
Plusieurs experts du secteur interrogés par l'AFP ont avancé le nom du géant pétrolier américain ExxonMobil comme possible remplaçant. Sollicité par l'AFP, ExxonMobil n'a pas souhaité commenter.
La compagnie américaine avait fait son retour en Irak en octobre après deux ans d'absence et signé un accord préliminaire qui pourrait lui ouvrir la voie au développement de l'immense champ pétrolifère de Majnoon, dans la province de Bassora (sud).
Les autorités de l'Irak, un pays riche en pétrole qui a récemment retrouvé une certaine stabilité après des décennies de conflit, espèrent attirer les investissements notamment des compagnies américaines, dans différents secteurs de leur économie. Membre fondateur de l'Opep, l'Irak tire 90% de ses revenus des ventes de brut, qui s'élèvent actuellement à 3,4 millions de barils par jour.

AFRIQUE DU SUD

# Eskom anticipe un bénéfice annuel de 930 millions $ sur son exercice 2026

*En Afrique du Sud, Eskom est le principal fournisseur d'électricité. La compagnie qui autrefois plombait l'économie avec des problèmes récurrents connait depuis peu un redressement progressif de ses activités. En Afrique du Sud, le fournisseur public d'électricité Eskom pourrait enchaîner un second exercice financier consécutif dans le vert.*

Dans un communiqué publié le 28 novembre 2025, l'entreprise étatique dit anticiper un bénéfice après impôt autour de 16 milliards de rands (937 millions $) d'ici la fin de son année financière en mars 2026, soit un niveau similaire à celui enregistré un an plus tôt.
Cet optimisme de la compagnie s'explique notamment par des résultats positifs affichés au terme de la première moitié de son exercice achevé en septembre dernier. Sur cette période, la compagnie a dégagé un bénéfice net de 24,3 milliards de rands (1,4 milliard $).
Avec la baisse des taux d'intérêt et du niveau d'endettement, les coûts financiers ont baissé de 14 % à 15,3 milliards de rands (896 millions $) alors que la hausse moyenne des tarifs de l'électricité de 12,7 % à partir d'avril a permis de booster le chiffre d'affaires de 4 % à 191,3 milliards de rands (11,2 milliards $).
Dans la nation arc-en-ciel, Eskom souligne que les coupures d'électricité n'ont été appliquées que durant 4 jours entre mars et septembre.
Un véritable redressement après une triste année 2023 marquée par plus de 300 jours de délestages qui a plombé l'économie la plus industrialisée du continent.
L'amélioration des performances récentes de l'entreprise a été notamment citée comme l'un des facteurs ayant permis à S&P Global Ratings de relever la note souveraine à long terme en devises étrangères de l'Afrique du Sud, de BB- à BB, une première en deux décennies.
« Ces résultats intermédiaires non audités montrent que nos performances annuelles pour l'exercice 2025 n'étaient pas une réussite isolée.
Ils confirment que nos avancées dans l'amélioration opérationnelle et financière, soutenues par le gouvernement et nos partenaires, placent Eskom sur la voie d'un avenir durable », s'est réjoui Mteto Nyati président du Conseil d'administration d'Eskom.
Si l'entreprise publique d'électricité doit encore faire face à des défis structurels comme les dettes impayées par les municipalités qui ont atteint 105 milliards de rands (6,1 milliards $) au 30 septembre dernier, elle indique que le ministère des Finances a présenté des mesures pour s'attaquer à cette question épineuse.

SIERRA LEONE

# FG Gold, AFC et Afreximbank sécurisent 330 millions $ pour le projet aurifère de Baomahun

Cette opération marque le début du développement de la principale mine d'or commerciale à grande échelle de la Sierra Leone, dont la première coulée d'or est prévue pour cette année 2025.
La société privée d'exploration et de développement aurifère FG Gold a annoncé avoir sécurisé un financement de 330 millions de dollars auprès de l'Africa Finance Corporation (AFC) et d'Afreximbank pour accélérer la mise en œuvre du projet minier de Baomahun, destiné à devenir l'une des plus importantes mines d'or commerciales de Sierra Leone.
Ce financement senior vient finaliser le montage financier nécessaire au lancement de la construction et aux premières phases d'exploitation du site. Il s'ajoute aux 100 millions de dollars injectés précédemment par AFC à travers des accords de streaming et de financement mezzanine.
La contribution de 75 millions $ d'Afreximbank porte ainsi l'engagement global des institutions financières africaines de développement à 430 millions de dollars. Selon FG Gold, l'intervention du groupe Trafigura a également permis de consolider la transaction.
Avec ce nouveau soutien, l'entreprise dispose désormais de l'intégralité des ressources requises pour accélérer la mise en place des infrastructures clés du projet et tenir son calendrier vers une première coulée d'or prévue cette année.
Les retombées économiques attendues sont majeures. Le projet aurifère devrait soutenir jusqu'à 900 emplois directs et indirects durant ses opérations et devrait contribuer à environ 10% du PIB national.
Pour le ministre des Mines et des Ressources minérales, Julius D. Mattai, cette mobilisation financière marque une étape déterminante pour le secteur minier national et témoigne d'une confiance renouvelée dans l'environnement d'investissement du pays. Il souligne que l'accord constitue le point de départ « d'une nouvelle ère de développement minier responsable et axé sur les communautés locales ».
FG Gold affirme déjà mettre en œuvre les premiers volets de son engagement social. L'entreprise consacrera 1% de ses revenus bruts à un Fonds de développement communautaire destiné à soutenir l'éducation, la santé, l'agriculture, les infrastructures et l'entrepreneuriat local.
Parmi les projets déjà réalisés figurent la construction du Centre communautaire de Baomahun, la rénovation du centre de santé de la localité et l'amélioration de l'axe routier Matotoka–Baomahun, long de 66 kilomètres, apprend-on.

ÉTHIOPIE

# Addis Abeba veut faire du café de spécialité un levier de compétitivité à l'exportation

Premier producteur africain de café, l'Éthiopie s'impose aussi comme le premier exportateur africain de la fève en valeur devant l'Ouganda. Le pays cherche à présent à mieux se positionner sur les marchés de niche pour créer plus de valeur ajoutée dans la filière.
En Éthiopie, la filière café souhaite accélérer la montée en gamme de sa production. C'est dans cette optique que l'Association du café de spécialité (SCAE) a été inaugurée le mardi 25 novembre dernier à Addis-Abeba en présence des responsables du ministère de l'Agriculture et de l'Autorité éthiopienne du café et du thé (ECTA).
Dirigée par un conseil d'experts du secteur, cette nouvelle organisation faîtière se positionne comme la première plateforme nationale entièrement dédiée au développement du café de spécialité. Elle a pour mission de promouvoir le café de spécialité éthiopien à l'international, de maintenir des standards de haute qualité, de soutenir la durabilité et de créer des opportunités pour les producteurs, les exportateurs et les coopératives. Selon l'Organisation internationale du café (ICO), le café de spécialité désigne des fèves exemptes d'impuretés et qui présentent des attributs sensoriels distinctifs permettant d'obtenir un score de plus de 80 points dans une analyse sensorielle. En plus de la qualité intrinsèque, les cafés de spécialité doivent avoir une traçabilité certifiée et répondre à des critères de durabilité environnementale, économique et sociale tout au long des étapes de la production. Selon les informations relayées par les médias locaux, la SCAE a prévu de lancer d'ici la fin de cette année l'un de ses programmes phares baptisé « Best of Ethiopia ». Il s'agit d'une enchère nationale de cafés de spécialité inspirée par les modèles de réussite du Panama et de la Colombie.
Elle permettra en outre de renforcer la visibilité internationale des cafés éthiopiens et d'offrir aux producteurs un accès direct aux acheteurs haut de gamme, souvent à des prix supérieurs au marché conventionnel.
L'association entend également devenir une plateforme centrale de recherche, de formation et de transfert de compétences en vue de professionnaliser davantage la filière et de renforcer les compétences des différents acteurs opérant sur la chaîne de valeur. Globalement, la création de la SCAE traduit la volonté des autorités de structurer une filière plus compétitive, plus traçable et plus durable. L'enjeu est également de faire du café de spécialité un moteur de croissance et un levier de valorisation à l'export, d'autant plus que la filière passe largement à côté de la valeur ajoutée générée sur ce segment.
Les données compilées sur la plateforme Trade Map indiquent, par exemple, que le pays des négus a engrangé près de 1,52 milliard $ de recettes grâce à ses expéditions de café, dont près de 96 % proviennent de la vente de café non torréfié.

NIGERIA

# 16 banques sur 36 sont conformes aux nouvelles exigences de capitalisation

A quatre mois de l'échéance prévue pour la recapitalisation des banques, la Banque centrale du Nigeria indique que 27 banques ont eu recours au marché des capitaux pour se conformer. Les autres établissements poursuivent leurs levées de fonds.
A fin novembre 2025, 16 banques ont déjà atteint ou dépassé les nouvelles exigences de capital au Nigeria, sur un total de 36 banques concernées par le processus de recapitalisation. L'information a été révélée par Olayemi Cardoso (photo), gouverneur de la Banque centrale du Nigeria (CBN), le vendredi 28 novembre 2025, lors du 60e dîner des banquiers, organisé par l'Institut des banquiers agréés du Nigeria (CIBN).
Au nombre des établissements ayant déjà atteint le seuil requis, on compte Access Bank, Zenith Bank, GTBank, Wema Bank, Jaiz Bank, Stanbic IBTC, Premium Trust Bank, Providus Bank, Lotus Bank et Greenwich Merchant Bank. Selon M. Cardoso, 27 banques ont mobilisé des fonds sur le marché des capitaux grâce à des offres publiques et des augmentations de capital. Plusieurs autres établissements se trouvent dans une phase avancée du processus.
Cette évolution souligne l'accélération des efforts de levée de capitaux dans le secteur bancaire nigérian. « À quatre mois de la conclusion de l'opération de recapitalisation, le processus est sur la bonne voie. Plusieurs banques ont déjà atteint les nouveaux seuils de capital, tandis que d'autres progressent régulièrement et sont bien placées pour respecter sans difficulté l'échéance du 31 mars 2026 », a déclaré le gouverneur, faisant le point de l'opération, entamé en mars 2024.
Le programme de recapitalisation a été annoncé en novembre 2023 et formalisé dans les directives publiées par la CBN le 28 mars 2024. Il impose à chaque catégorie de banques un niveau de capital proportionnel à l'étendue de son opération. Les banques commerciales avec une licence internationale doivent porter leurs fonds propres de 50 à 500 milliards de nairas. Les banques commerciales nationales doivent passer de 25 à 200 milliards de nairas. Les banques commerciales régionales doivent atteindre un capital minimum de 50 milliards de nairas, contre 10 milliards auparavant. Pour les banques islamiques, les seuils sont fixés à 20 milliards de nairas pour les licences nationales et à 10 milliards pour les licences régionales.

PARIS

# Mouvements limités avant plusieurs statistiques clés en Europe

*La Bourse de Paris gagne 0,3% ce matin, autour des 8120 points, soutenue par Legrand (+1,9%) et Safran (+1,5%). Le secteur bancaire n'est pas loin avec +1,4% pour Société Générale et BNP Paribas.*

Outre-Atlantique, Wall Street a entamé décembre sur une note morose, avec des pertes qui s'étageaient hier entre 0,9% pour le Dow Jones et 0,4% pour le Nasdaq au coup de cloche final.
Les 'futures' sur indices new-yorkais suggèrent une nouvelle ouverture en baisse des marchés américains aujourd'hui, avec des replis attendus à ce stade entre 0,1% et 0,2%.
Rien de très préoccupant du point de vue des analystes, qui voient dans cette petite pause une 'respiration' logique après le récent rebond opéré par les indices.
'Je pense qu'il s'agit simplement d'une petite reprise de souffle', assure ainsi Michael Brown, analyste marchés chez Pepperstone.
'Le S&P 500, par exemple, a signé la semaine dernière sa plus forte hausse hebdomadaire depuis mai dernier et sortait tout juste de cinq séances consécutives de hausse, une première depuis la mi-septembre', rappelle-t-il.
'Une petite pause après une telle poussée n'a donc rien de surprenant, et vraiment pas de quoi inquiéter', tempère le stratège.
Même son de cloche chez les équipes de Danske Bank dans leur point de marché publié ce matin.
'Les marchés entrent tout simplement dans une phase de type 'wait-and-see' en attendant l'avalanche de statistiques attendues dans les jours qui viennent et qui avaient été retardées en raison du shutdown', souligne la banque danoise.
Pour patienter avant la déferlante d'indicateurs qui se profile Outre-Atlantique d'ici à la fin de la semaine (rapport ADP sur l'emploi privé, ISM des services, indice PCE mesurant l'inflation, etc.), les investisseurs prendront connaissance à 11h00 des chiffres de l'inflation en zone euro pour le mois de novembre, qui devraient rester les mêmes qu'au mois d'octobre.
En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation (CPI) devrait ainsi ressortir à 2,1% le mois passé, comme lors du mois précédent.
'Selon les données nationales déjà parues (Allemagne : 2,6%, France : 0,8%, Italie : 1,1%, Espagne : 3,1%), l'inflation moyenne en zone euro est restée tout près de la cible de 2%', rappellent les analystes d'Oddo BHF.
'Jusqu'au milieu de 2026, le profil pourrait être un peu chahuté à cause des effets de base dans le secteur de l'énergie', ajoute le bureau d'études.
Avec une inflation annuelle qui apparaît désormais solidement ancrée autour de son niveau cible de 2%, il n'est pas dit que ces chiffres soient suffisants pour amener la Banque centrale européenne (BCE) à sortir de sa position attentiste, avec des taux d'intérêt qui semblent actuellement aussi bien convenir aux faucons qu'aux colombes.
Au vu de la croissance modérée qui caractérise actuellement la région, certains observateurs estiment cependant qu'il n'est pas totalement impossible que l'institution de Francfort assouplisse ses taux en décembre, puis en février prochain.
Côté conjoncture, le taux de chômage dans la zone euro - lui aussi attendu à 11h00 - est attendu stable vers 6,3%.
À Londres, le Brent recule de 0,3%, vers 63,1 USD. L'euro reste stable face au billet vert, à 1,16 USD.
Sur le compartiment obligataire, l'OAT à 10 ans évolue à 3,48% pour un Bund de même échéance à 2,76%.
Dans l'actualité des sociétés tricolores, la Compagnie des Alpes publie au titre de son exercice 2024-25 un résultat net part du groupe en croissance de 15,8% à 107 millions d'euros, et un excédent brut opérationnel (EBO) en hausse de 16,7% à 409 MEUR, 'en ligne avec les dernières indications données'.
TotalEnergies et TES indiquent avoir signé un accord avec Osaka Gas, Toho Gas et Itochu, portant sur le développement et l'opération du projet Live Oak, dans lequel les trois entreprises japonaises détiendront ensemble une participation totale de 33,3%.
LVMH annonce la nomination de Pietro Beccari comme PDG du LVMH Fashion Group, à partir du 1er janvier 2026, succédant à Sidney Toledano, qui a décidé de cesser ses fonctions opérationnelles après plus de 30 années aux côtés de Bernard Arnault.
Enfin, LDC (Lambert Dodard Chancereul) annonce avoir formé un partenariat stratégique avec la famille Buchanan par l'achat d'une participation majoritaire dans Green Label Holdings, transaction qui a été finalisée le 1er décembre.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

**COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN**

**Cours du : 02 Décembre 2025**
**Valeur : 04 Décembre 2025**

| BASE | DEVISES | | COURS ACHAT | COURS VENTE |
|---|---|---|---|---|
| 1 | USD | US DOLLAR | 130.1512 | 130.1662 |
| 1 | EUR | EURO | 151.1446 | 151.1880 |
| 1 | GBP | POUND STERLING | 171.9303 | 172.0410 |
| 100 | JPY | JAPANESE YEN | 83.5695 | 83.6006 |
| 1 | CNY | CHINESE YUAN | 18.4069 | 18.4113 |
| 1 | CHF | SWISS FRANC | 161.8192 | 161.8580 |
| 1 | CAD | CANADIAN DOLLAR | 92.9784 | 92.9958 |
| 1 | DKK | DANISH KRONE | 20.2365 | 20.2439 |
| 1 | SEK | SWEDISH KRONA | 13.7704 | 13.7746 |
| 1 | NOK | NORWEGIAN KRONE | 12.8481 | 12.8525 |
| 1 | AED | UAE DIRHAM | 35.4336 | 35.4416 |
| 1 | SAR | SAUDI RIYAL | 34.6709 | 34.6795 |
| 1 | KWD | KUWAITI DINAR | 423.8072 | 424.1323 |
| 1 | TND | TUNISIAN DINAR | 44.0473 | 44.4900 |
| 1 | MAD | MOROCCAN DIRHAM | 14.0613 | 14.0629 |
| 1 | LYD | LIBYAN DINAR | 23.8211 | 23.9435 |
| 1 | MRU | MAURITANIAN OUGUIYA | 3.2710 | 3.2812 |
| 1 | SDR | SPEC. DRA. RIGHTS | 177.2858 | 177.2858 |

POINT-MARCHÉS

## L'Europe ouvre sur une note prudente avant l'inflation de la zone euro

Les principales Bourses européennes évoluent sur de faibles variations en début de séance mardi, les investisseurs restant prudents après les récentes gains et attendant les données sur l'inflation de la zone euro plus tard dans la journée.
À Paris, le CAC 40 perd 0,04% à 8.093,61 points vers 08h13 GMT. À Francfort, le Dax avance de 0,25% et à Londres, le FTSE 100 prend 0,02%.
L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 0,12%, le FTSEurofirst 300 est stable et le Stoxx 600 recule de 0,07%.
Les Bourses européennes font preuve de précaution dans les premières transactions après une séance dans le rouge la veille, les tensions sur le marché obligataire, déclenchées par les paris croissants sur une hausse des taux d'intérêt au Japon, s'étant apaisées, tandis que les investisseurs attendent la publication des données préliminaires de l'inflation dans la zone euro.
Attendues à 10h00 GMT, les données du mois de novembre ne devraient pas modifier les perspectives en matière de taux de la Banque centrale européenne (BCE), les marchés s'attendant à ce que Francfort laisse les coûts d'emprunt inchangés jusqu'en 2026.
Aux valeurs, à Paris, FDJ United cède 3,68% alors que J.P. Morgan a abaissé sa recommandation à "sous-pondérer" contre "surpondérer". Michelin et Vinci, également visés par des révisions à la baisse des recommandations de Morgan Stanley, reculent légèrement.
Ailleurs en Europe Bayer s'envole de plus de 14% après que l'administration américaine a exhorté la Cour suprême des Etats-Unis à examiner sa demande visant à limiter les milliers de poursuites judiciaires affirmant que son herbicide Roundup provoque le cancer.
Bilfinger prend 5,15% après avoir annoncé des objectifs optimistes à moyen terme.

BOURSE ZURICH

## Accès de faiblesse dans les premiers échanges

La Bourse suisse optait pour un repli mardi dans les premiers échanges, dans le sillage d'une clôture négative pour les principaux indices à Wall Street. Les yeux se tournent d'ores et déjà vers la publication de l'inflation en zone euro au mois de novembre, agendée en fin de matinée. La morosité s'explique selon John Plassard, de Cité Gestion, par une vive nervosité autour des cryptomonnaies et une hausse inattendue des rendements des obligations japonaises. "Dans ce contexte plus tendu, les investisseurs privilégient la prudence avant une série de statistiques clés (notamment l'inflation en Europe) susceptibles de raviver la volatilité dans les prochains jours ou de ... rassurer les marchés !" poursuit le responsable de l'investissement de l'établissement genevois. Son homologue chez UBS, Mark Haefele, note que l'accès de faiblesse de début décembre fait suite à un impressionnant mouvement de rétablissement observé le mois dernier.
En Suisse, la journée a débuté par une ribambelle de petites acquisitions d'entreprises.
A 09h10, le Swiss Market Index (SMI) reculait de 0,23% à points, le Swiss Leader Index (SLI) 0,26% à 2074,90 points et le Swiss Performance Index (SPI) 0,29% à 17'610,43 points. Sur les trente principales valorisations, seules huit se maintenaient peu ou prou à flot.
Le béhémoth du béton Holcim menait les rescapés (+0,4%), qui a jeté son dévolu sur trois recycleurs de matériaux de construction, établis respectivement au Royaume-Uni, en Allemagne et en France. Venaient ensuite le constructeur d'ascenseurs Schindler et le paquebot alimentaire Nestlé (+0,3% chacun), sans indications particulières.
Le conglomérat zurichois d'électrotechnique ABB (+0,2%) a acquis des activités dans l'électronique auprès de Siemens Gamesa. Le mastodonte verniolan des arômes et parfums Givaudan (-0,6%) a, lui, bouclé sa reprise de l'américain Belle Aire Creations.
Les poids lourds pharmaceutiques Roche et Novartis reculaient de concert de 0,3%.
Sur le marché élargi, le sous-traitant pharmaceutique Bachem s'envolait de 5,3%, catapulté par une recommandation à l'achat de son titre formulée par UBS.
DormaKaba (+0,8%) a repris le spécialiste allemand de l'automatisation MetaMatic
La banque en ligne Swissquote décrochait de 5,4%. PostFinance s'est délestée d'un gros paquet d'actions.
L'équipementier de laboratoires Tecan (-1,3%) s'est offert une solution d'automatisation auprès de son partenaire Wako Automation.

AFIN QUE LES AMÉRICAINS NE PAIENT PAS TROP CHER

# Trump annule les droits de douane sur les médicaments pour le royaume Uni

*Même si les entreprises britanniques n'ont pas ouvert d'usines aux Etats-Unis comme le réclamait Donald Trump, les laboratoires du pays ne seront pas taxés à hauteur de 100% sur les médicaments qu'ils exportent.*

Washington a annoncé lundi être parvenu à un accord avec Londres en vue d'annuler les droits de douane appliqués jusqu'ici aux produits pharmaceutiques britanniques, comme à ceux du reste du monde, en échange d'une hausse de 25% du prix des médicaments au Royaume-Uni.
L'accord vise à s'assurer, selon le gouvernement américain, que "les patients américains ne payent pas leurs médicaments au prix fort pour subventionner la santé dans les autres pays développés", a pointé le représentant de la Maison Blanche au Commerce (USTR), Jamieson Greer, cité dans le communiqué.
L'augmentation des prix concernent les nouveaux médicaments considérés comme "innovants" et dans le cadre des achats réalisés par le NHS, le service de santé public au Royaume-Uni.

**100% de droits de douane**

Selon le communiqué de la Maison Blanche, Londres s'engage par ailleurs à ne pas compenser cette hausse des prix par une baisse de ceux appliqués sur d'autres produits du catalogues des laboratoires pharmaceutiques.
Les prix des médicaments aux Etats-Unis figurent parmi les plus élevés au monde et dépassent ceux appliqués chez leurs voisins et en Europe.
Selon une étude de la Rand Corporation, les Américains payent ainsi en moyenne 2,5 fois plus cher pour les médicaments sur ordonnance que les Français par exemple, un écart que Donald Trump s'était engagé à réduire.
Donald Trump avait annoncé le 25 septembre qu'à partir du 1er octobre 2025, une taxe de 100 % s'appliquerait aux médicaments sous brevet importés — sauf si le fabricant a entamé la construction d'une usine aux États-Unis. Plusieurs laboratoires, dont AstraZeneca et Pfizer, ont signé des accords d'investissements aux Etats-Unis en échange d'un moratoire sur leurs produits importés, le temps que leurs investissements se matérialisent.
Selon le gouvernement britannique, l'accord conclu au printemps 2025 entre les États-Unis et le Royaume-Uni prévoyait de négocier un traitement préférentiel pour les produits pharmaceutiques britanniques, mais il ne garantissait pas explicitement l'exemption des médicaments sous brevet. Les médicaments britanniques "de marque" (sous brevet) devaient donc être soumis au plein tarif de 100% en l'absence d'usine américaine.

CANADA

## Le Sénat vote pour une baisse de la taxation de l'électricité et une hausse de celle du gaz

Lors de l'examen du projet de loi de finances (PLF) pour 2026, la majorité sénatoriale de droite et du centre a adopté dans la nuit de samedi à dimanche un amendement pour baisser la taxation de l'électricité tout en rehaussant celle sur le gaz.
À l'origine de cet amendement, le sénateur LR Jean-François Husson, rapporteur général de la commission des finances, est parti du constat suivant : « l'écart entre les fiscalités appliquées aux consommations d'électricité d'un côté et de gaz de l'autre contribue à désinciter ce nécessaire mouvement de transition ». Pour rappel, le tarif normal de l'accise appliqué aux consommations électriques en 2025 est de 25,09 €/MWh pour les ménages et de 20,90 €/MWh(1), « tandis que le tarif normal de la même accise appliqué aux consommations de gaz naturel ne représente que 10,54 euros par MWh », souligne le sénateur. Un écart difficilement justifiable alors que le gouvernement plaide par ailleurs pour une électrification des usages, s'appuyant sur un mix électrique déjà très décarboné (avec plus de 95% d'électricité provenant de sources bas carbone), et que la hausse de la demande de l'électricité maintes fois annoncée ne se réalise pas encore.
C'est à cet égard que l'amendement appelle à « une trajectoire de convergence progressive des fiscalités appliquées à l'électricité et au gaz » à partir de 2026 (Jean-François Husson a évoqué une convergence « à horizon 2030 » de ces accises lors de son intervention).
Ce n'est pas une première, feront remarquer les habitués des débats autour de cette question.
Cet amendement intervient alors que le gouvernement a annoncé la semaine dernière un travail sur des « scénarios de baisse du prix de l'électricité ». Interrogé à l'occasion de la fin de son mandat de médiateur de l'énergie, Olivier Challan-Belval, a pour sa part souligné auprès de Connaissance des Énergies qu'un bien de première nécessité comme l'électricité « ne devrait pas être taxé à plus de 30% », comme c'est actuellement le cas.

PORTUGAL

## Lisbonne se dote d'un budget de l'Etat pour 2026 excédentaire

Le Parlement portugais a adopté la version finale du budget de l'Etat pour 2026, prévoyant un excédent public de 0,1% du PIB, soit la quatrième année consécutive de comptes publics à l'équilibre.
Ce vote représente "un facteur de confiance" qui confirme que le Portugal est "un pays fiable", s'est félicité le Premier ministre Luis Montenegro en quittant l'hémicycle.
La loi des finances a été adoptée grâce aux voix des députés de la coalition gouvernementale de droite, qui ne dispose pas de la majorité absolue, et à l'abstention de l'opposition socialiste.
Les élus du parti d'extrême droite Chega ("Assez"), devenu la première formation d'opposition lors des élections législatives de mai dernier, ont voté contre le texte.
Après les excédents de 2023 (1,3%) et 2024 (0,5), le Portugal devrait afficher cette année un excédent de 0,3%.
La dette publique devrait reculer à 87,8% du PIB l'année prochaine, contre plus de 130% au plus fort de la crise de la zone euro en 2011.
Cette baisse s'inscrit dans une trajectoire d'assainissement engagée lorsque le Portugal, frappé par la crise de la dette, avait dû accepter une sévère cure d'austérité pour bénéficier d'un plan d'aide international.
La commission européenne avait validé mardi le projet budgétaire du Portugal, estimant qu'il était conforme à ses recommandations, même si Bruxelles, plus pessimiste que Lisbonne, s'attend selon ses propres prévisions à un déficit public de 0,3% du PIB en 2026, après un exercice à l'équilibre en 2025.
"Il est important que le Portugal maintienne le cap en matière de politique budgétaire", a mis en garde le commissaire européen à l'Économie Valdis Dombrovskis.
Selon les prévisions inscrites au budget de l'Etat, le Portugal devrait afficher une croissance économique de 2% cette année puis de 2,3% en 2026, après une hausse du PIB de 2,1% l'an dernier.
En matière de mesures, la loi de finances prévoit notamment une augmentation des pensions de retraite les plus modestes, ainsi qu'une baisse de l'impôt sur le revenu et une réduction de l'impôt sur les sociétés d'un point de pourcentage, à 20%.

ROYAUME UNI

## Starmer confiant que l'économie britannique peut dépasser les prévisions

Le Premier ministre britannique Keir Starmer a exprimé sa confiance que l'économie du Royaume-Uni peut dépasser les projections de croissance actuelles, lors d'un discours lundi.
Les remarques de Starmer visaient à expliquer comment les politiques économiques récemment annoncées par la ministre des Finances Rachel Reeves mettraient la Grande-Bretagne sur la bonne voie. "En ce qui concerne la croissance économique et le niveau de vie, nous sommes confiants que nous pouvons dépasser les prévisions," a déclaré le Premier ministre.
Le discours visait à fournir un contexte pour les mesures économiques dévoilées par Reeves la semaine dernière, soulignant comment ces initiatives s'inscrivent dans la stratégie plus large du gouvernement pour l'amélioration économique.

ALLEMAGNE/PMI

## Le secteur manufacturier confronté à une forte baisse des nouvelles commandes

L'activité dans le secteur manufacturier allemand s'est détériorée en novembre, les nouvelles commandes ayant chuté au rythme le plus rapide en dix mois, montre une enquête publiée lundi.
L'indice des directeurs d'achat (PMI) de l'industrie manufacturière de HCOB, compilé par S&P Global, est tombé à 48,2 en novembre, contre 49,6 en octobre, et une première estimation de 48,4, marquant un plus bas de neuf mois. La barre des 50 distingue croissance et contraction de l'activité. "Le secteur manufacturier allemand semble incapable de franchir le seuil de l'expansion", a déclaré Cyrus de la Rubia, chef économiste chez Hamburg Commercial Bank AG. Ce déclin est en grande partie dû à une nouvelle baisse des nouvelles commandes, les exportations subissant leur plus forte chute de l'année en raison d'une demande plus faible en provenance d'Asie, d'Europe et d'Amérique du Nord.
Malgré un neuvième mois consécutif d'augmentation des volumes de production, la croissance a ralenti pour atteindre son rythme le plus faible depuis juillet.
"Si les entreprises ont augmenté leur production pendant neuf mois consécutifs, d'autres indicateurs tels que les entrées de commandes, l'emploi et les stocks montrent clairement à quel point la situation dans l'industrie est encore mauvaise", souligne Cyrus de la Rubia.
L'emploi a continué de baisser en novembre, bien qu'à un rythme légèrement plus lent qu'en octobre, les entreprises ayant réduit leurs effectifs par le biais de licenciements et de non-renouvellement de contrats.
La confiance des entreprises s'est pour sa part légèrement améliorée mais est restée inférieure aux moyennes historiques, les inquiétudes concernant la détérioration des carnets de commandes et le secteur automobile national affectant le sentiment.

BRAVE SEARCH

# “Aucune institution humaine ne peut résister à la corruption”

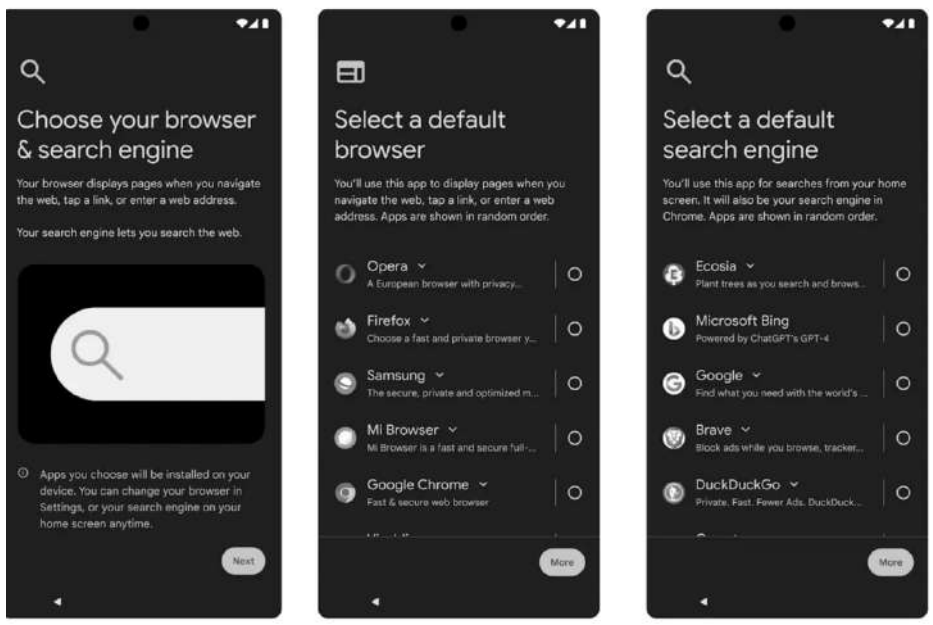
*Proposer un moteur de recherche alternatif quand le leader détient 90% de part de marché à l'international, c'est un pari risqué. Mais quand en plus on choisit de développer son propre index de manière indépendante, cela devient un tour de force. C'est pourtant la décision prise par l'éditeur du navigateur Brave avec Brave Search.*

2re partie et fin

**Brave Search prend actuellement en charge l'anglais, le français, l'allemand et l'Espagnol. Quels sont vos critères pour ajouter de nouvelles langues ? Le chinois ou le japonais sont-ils prioritaires ?**
J.M.P : Le japonais n'est pas pris en charge , ce qui signifie que les utilisateurs locaux peuvent utiliser Brave Search, mais le moteur de recherche n'est pas configuré par défaut sur ce marché. À ce jour, les pays dans lesquels nous pensons être suffisamment performants pour être le moteur de recherche par défaut sont les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, l'Autriche, l'Inde, le Mexique, le Brésil, l'Argentine et l'Australie.
Cela dit, Brave Search peut être utilisé dans n'importe quel pays et dans n'importe quelle langue, mais la qualité peut varier en fonction de la taille de la population (qui influe sur le projet Web Discovery) ainsi que du marché potentiel. Par exemple, le navigateur Brave n'est pas disponible en Chine continentale, donc même si la population y est très importante, nous avons très peu d'utilisateurs dans ce pays. Il existe également des problèmes techniques : nous sommes moins performants pour les alphabets non latins en raison du biais de nos modèles entraînés. Parmi les autres facteurs, il y a aussi la difficulté de l'exploration. Quand certains domaines sont très axés sur un pays cela rend très difficile l'exploration des pages en dehors de ce dernier. Au final, la prise en charge des pays est entièrement basée sur la qualité mesurée. Mais l'objectif est de tous les prendre en charge.

**Comment optimisez-vous la pertinence des résultats pour les requêtes locales ? Par exemple, pour une recherche sur "restaurant italien" depuis Lyon ou depuis New York ?**
J.M.P : Nous prenons en compte la localisation de l'utilisateur, explicite ou implicite (avec son autorisation). Par ailleurs, de nombreuses pages peuvent être géolocalisées. On peut donc obtenir des résultats de recherche localisés comme dans votre exemple.

**Votre index de 30 milliards de pages inclut-il un équilibre géographique intentionnel ou reflète-t-il naturellement la distribution du contenu web ? Comment évitez-vous les biais en faveur de la langue anglaise ?**
J.M.P : Nous n'avons pas mis en place de correction des biais, nous sommes presque entièrement guidés par la "popularité des pages", laquelle est dérivée du Web Discovery Project. Une partie de l'index est tirée d'une liste de quelques centaines de flux sélectionnés, couvrant principalement l'actualité et les événements sensibles au facteur temps comme le sport, etc.



Josep M. Pujol, Chief of Search chez Brave Software

**Votre API Brave Search alimente "certains des plus grands LLM au monde". Pouvez-vous révéler lesquels ? Comment conciliez-vous cette monétisation B2B avec votre mission de protection de la vie privée ?**
J.M.P : Je ne vais pas être en mesure d'énumérer les LLM :-) mais je peux vous dire que l'API Brave Search fournit déjà à la plupart des 10 meilleurs LLM IA des données de recherche Web en temps réel. Pour certains d'entre eux, Brave est en fait le seul moteur de recherche qui prend en charge leurs réponses IA.
La monétisation des API B2B est totalement indépendante des utilisateurs de Brave (recherche et navigateur). À cet égard, c'est un modèle parfait, car la monétisation ne dépend pas de l'attention des utilisateurs, contrairement aux publicités Brave Search, où ces derniers font partie intégrante du système. Je tiens à souligner que les publicités Brave Search préservent totalement la confidentialité et qu'aucun suivi ou profilage n'est possible.

**Avec Answer with Al générant 15 millions de réponses par jour, utilisez-vous exclusivement Llama et Qwen, ou explorez-vous d'autres modèles ? Envisagez-vous un partenariat avec l'entreprise européenne Mistral AI ?**

J.M.P : Nous sommes ouverts à l'utilisation de n'importe quel modèle tant qu'il dispose de poids ouverts. C'est une condition indispensable, car nous ne voulons pas envoyer les requêtes des utilisateurs à des tiers. Les modèles sont donc toujours exécutés dans nos locaux. En fait, nous utilisons un ensemble de modèles pour différentes tâches/types de requêtes.
Par conséquent, un partenariat de verrouillage de modèle n'a pas de sens, car nous sommes limités à ce qui est disponible publiquement. Nous utilisons donc les LLM de manière assez opportuniste, en choisissant ceux qui obtiennent les meilleurs résultats lors de nos tests, tant en termes de qualité que de coûts d'inférence.

**Votre service Al Grounding affiche un score F1 de 94,1 % sur SimpleQA contre 85.5% pour Sonar Pro chez Perplexity. Qu'en pensez-vous ?**
J.M.P : Je ne m'attarderais pas trop sur ce chiffre, car l'évaluation de la qualité est en réalité très nuancée et compliquée. De telles évaluations valent mieux que rien, mais ne constituent pas une réponse définitive.

**Selon nous, la principale conclusion de cette évaluation est que même les petits modèles à poids ouvert comme la famille Qwen3 (30B et 235B) peuvent obtenir des résultats de pointe lorsqu'ils sont alimentés par les données appropriées pour l'inférence. Vos annonces de recherche ont explosé de 1500 % en 2024. Comment comptez-vous convaincre les annonceurs français et européens, traditionnellement plus prudents que leurs homologues américains ?**
J.M.P : Notre trafic dans Brave Search est purement incrémental (c'est-à-dire que vous ne pouvez pas obtenir ce trafic auprès de Google, Bing, Qwant ou d'autres). Nous proposons également un test gratuit aux annonceurs qui mettent actuellement leur argent chez Google afin qu'ils puissent tester par eux-mêmes avant de payer.

**Avec plus de la moitié des 20 plus grands annonceurs mondiaux comme clients, comment maintenez-vous votre promesse de confidentialité tout en offrant un ciblage efficace ?**
J.M.P : La publicité sur les moteurs de recherche ne pose pas les problèmes de confidentialité liés à la publicité programmatique. Nous ne savons pas qui clique sur quoi et les annonceurs ne vous connaissent que si vous finissez par acheter quelque chose et que vous leur communiquez votre adresse pour la livraison. Nous n'avons pas besoin de profils ou d'éléments similaires pour cibler les publicités sur les moteurs de recherche : tout repose sur la requête.

**Si Brave Search atteignait 5% de part de marché mondiale, cela changerait-il fondamentalement votre approche éditoriale ? Comment préserveriez-vous votre indépendance face aux pressions commerciales et politiques ?**
J.M.P : Personnellement, je suis convaincu qu'aucune institution humaine ne peut résister à la corruption si elle est soumise à une pression suffisante. Nous ne pouvons donc pas garantir que les mêmes valeurs seront maintenues à perpétuité. En fait, personne ne peut le garantir, quel que soit le nombre de contrôles et de restrictions mis en place. Ce que nous pouvons offrir, cependant, c'est notre histoire et nos antécédents : depuis notre création, nous n'avons jamais fait de compromis en matière de confidentialité au profit de la commodité ou de la monétisation. Nous avons consciemment choisi de suivre la voie difficile et longue de la construction, et de créer un système qui tient compte de la confidentialité. Par conséquent, si nous avions voulu "vendre", l'action rationnelle aurait été de le faire plus tôt, car il y a eu des moments où des pressions ou des besoins financiers se sont fait sentir dans le passé.
Nous proposons également Goggles, nos filtres de classement communautaires basés sur notre index. Goggles permet aux communautés d'intérêt de créer leurs propres moteurs de recherche personnalisés pour répondre à des cas d'utilisation que nous ne pouvons pas prévoir ou prendre en charge. Nous pensons que la recherche est trop importante pour être gardée sous clé et que Goggles est la meilleure approche pour la rendre ouverte et accessible, afin de lutter contre les préjugés et la censure, et de favoriser l'innovation.

# Audi fait déjà évoluer certains de ses modèles les plus récents

*Après une vague de lancements majeurs, Audi annonce déjà une première salve d'évolutions pour ses nouveaux modèles, des A5 et A6 thermiques ou électriques aux SUV Q5 et Q6. Entre retour bienvenu à des commandes physiques, interface modernisée, assistants vocaux enrichis par l'IA et aides à la conduite plus avancées, la marque veut accélérer son rythme de mises à jour. Un choix ambitieux, mais qui pourrait frustrer les premiers acheteurs, exclus de nombreuses améliorations.*

Après une longue période de disette, Audi a lancé toute une rafale de nouveaux modèles au cours des derniers mois. La familiale A4 a ainsi cédé sa place à l'A5, alors que deux générations d'A6 inédites ont été dévoilées coup sur coup, l'une en électrique, l'autre en thermique. Du côté des SUV, le Q5, best-seller mondial de la marque aux anneaux, a accueilli sa troisième mouture, tout en recevant le renfort du Q6 "zéro émission". Bâtis sur deux plateformes différentes, tous ces véhicules viennent offrir un coup de neuf bienvenu à une gamme qui commençait à être sérieusement vieillissante face aux concurrents de toujours, BMW et Mercedes. Mais pour mieux défier ses adversaires, le constructeur d'Ingolstadt compte aussi mettre à jour ses produits de manière plus régulière qu'auparavant. Un certain nombre d'évolutions, aussi bien matérielles que logicielles, sont ainsi d'ores et déjà annoncées pour ces cinq nouveautés, avec des livraisons prévues début 2026.

### Un retour aux commandes physiques sur le volant

L'un des changements les plus marquants est l'arrivée d'un volant multifonctions retravaillé. Pour répondre aux critiques, il remplace certaines des interfaces tactiles par des commandes physiques comme chez Volkswagen.
L'interface utilisateur est également revue pour se calquer sur celle du nouveau Q3, apparu à peine quelques semaines plus tard. La réplication smartphone via Android Auto ou Apple CarPlay sera notamment étendue à l'instrumentation numérique, qui laissera par ailleurs le choix entre trois modes d'affichage. De son côté, l'assistant vocal intégré s'enrichit de nouvelles fonctions en s'appuyant sur l'intelligence artificielle. Il peut entre autres accéder au carnet de bord virtuel pour répondre à des questions détaillées sur le véhicule, trouver des destinations à partir de descriptions assez vagues ou encore servir à activer divers assistants à la conduite.

### Quelles nouveautés pour les assistances électroniques ?

Côté aides électroniques, justement, il y a également du neuf. Des changements de voie automatiques sont désormais possibles lorsque la fonction de conduite semi-autonome est enclenchée.
La voiture serait en outre capable de reconnaître les panneaux Stop, ceux avertissant des irrégularités de la chaussées ou les règles de priorité en vigueur afin d'adapter sa vitesse en conséquence. Une promesse à vérifier tant ce genre de système a souvent tendance à connaître des loupés dans la réalité. L'option de stationnement semi-autonome "park assist pro" devient également plus intéressante. Il pourra par exemple prendre en charge les 50 derniers mètres lors d'une marche arrière ou mémoriser pas moins de cinq manœuvres de stationnement différentes, chacune d'une longueur de 200 mètres, pour les exécuter de manière autonome. Cette dernière fonctionnalité sera cependant uniquement destinée à des propriété privés.

### Des changements qui risquent de faire quelques mécontents

Toute la gamme A6 e-tron et le Q6 e-tron pourront en outre bénéficier d'un mode "one pedal", permettant d'aller jusqu'à l'arrêt sans toucher à la pédale de freins, hormis en cas d'urgence. Les versions sportives de l'A5 et de l'A6 e-tron, baptisées S5 et S6 e-tron, s'offrent pour leur part un nouveau mode de conduite, baptisé dynamic plus. Il est censé rendre le comportement plus dynamique, avec un antidérapage ESC plus permissif et ne répartition du couple qui privilégie la propulsion. Une dashcam optionnelle sera également proposée, ainsi que des phares "Digital Matrix LED" encore plus sophistiqués pour la gamme A6. A défaut d'être toutes fondamentales et toutes fournies en série, les nouveautés sont donc nombreuses et elles ne pourront généralement pas être installées sur les véhicules qui ont déjà été livrés. Voilà qui pourrait générer quelques frustrations chez certains clients de la première heure, déjà plus touchés que la moyenne par d' éventuels problèmes de jeunesse et autres bugs électroniques.

## Les ouvriers italiens de Fiat taclent le Puretech français de Stellantis

**Alors qu'ils s'inquiètent de l'avenir de leurs emplois, les ouvriers de l'usine italienne de Stellantis à Termoli fabriquant le moteur essence de Fiat en profitent pour critiquer celui produit en France qui a fait tant parler depuis des années.**
**L'arrivée de la nouvelle Fiat 500 Hybrid est une bonne nouvelle pour les ouvriers de l'usine italienne de Termoli : elle signifie que le petit moteur 1,0 litre Firefly, dont quasiment toutes les variantes se sont récemment éteintes sur le marché automobile européen, va rester pendant quelques années de plus sous le capot de la petite auto urbaine.**
**Ce moteur est aussi toujours utilisé par la Panda qui doit elle aussi rester au catalogue au moins jusqu'à l'année prochaine.**
**Hélas, les projets de transformation de cette usine de Termoli en nouveau centre de fabrications de batteries pour voitures électriques ont pris du plomb dans l'aile. Les ouvriers de l'usine de Termoli, qui espéraient que leur site allait devenir un lieu de fabrication des batteries ACC, attendent ainsi des nouvelles rassurantes au sujet de l'avenir de cette usine.**

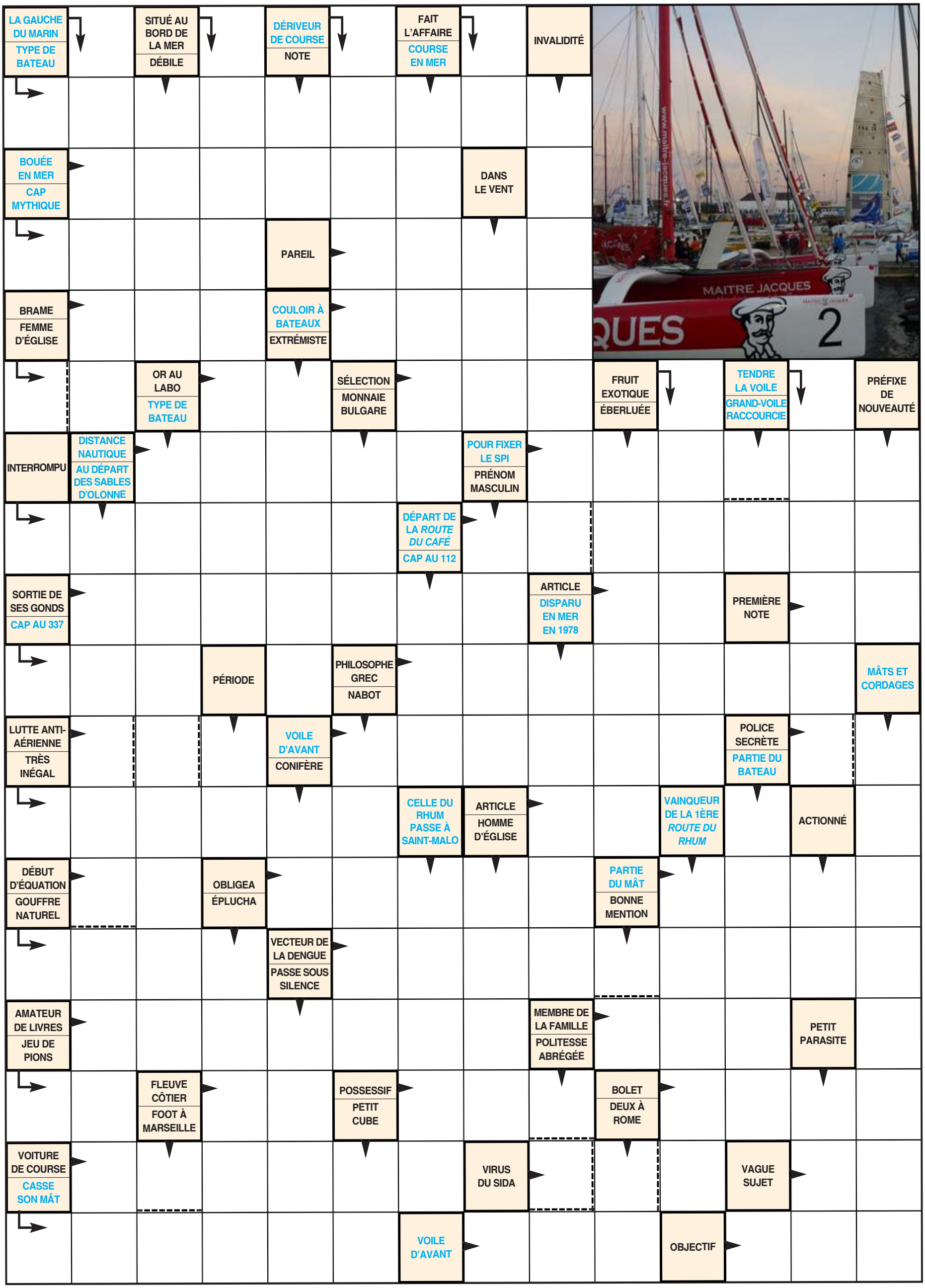
### « Nos moteurs sont fiables contrairement aux moteurs français »

**A l'occasion de manifestations publiques, les ouvriers de l'usine de Termoli ont brandi plusieurs slogans assez forts comme le rapportent les spécialistes d'Italpassion, dont certains s'en prenaient carrément aux moteurs essence produits par Stellantis en France et tristement connus sous le nom « Puretech » jusqu'à l'année dernière.**
**« Les moteurs construits ici sont de bonne qualité, contrairement à ceux fabriqués en France », pouvait-on ainsi entendre pendant la manifestation.**

### Une rivalité entre les équipes italiennes et françaises

**Il faut dire que depuis de longues années, les équipes des marques italiennes du groupe Stellantis et celles de ses marques françaises et allemandes se sont parfois brouillées autour de points de rivalités.**
**Une source interne au groupe Stellantis nous a par exemple soutenu que lorsque des produits de Peugeot, Opel ou Citroën étaient assemblés sur les mêmes lignes que des véhicules de Fiat ou d'autres marques italiennes dans des usines transalpines, certains observateurs des marques non italiennes soupçonnaient les employés de l'usine de négliger délibérément le travail pour les autos de leurs enseignes par rapport à celui sur les voitures de Fiat, Lancia ou Alfa Romeo.**

# Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 3 décembre 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

## Le baril de Brent à plus 63 dollars

Les cours du pétrole évoluaient légèrement mardi dans un marché attentif aux facteurs susceptibles d'influencer l'équilibre entre l'offre et la demande à l'approche des prochaines échéances économiques et énergétique mondiales. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, cédait 0,24% à 63,02 dollars dans la matinée. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en janvier, reculait de 0,15% à 59,23 dollars.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

## 42 morts et 1396 blessés en une semaine

Quarante-deux (42) personnes ont trouvé la mort et 1396 autres ont été blessées dans 1244 accidents de la circulation survenus entre le 23 et 29 novembre dernier, à travers plusieurs wilayas du pays, indique mardi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile.
Le bilan le plus lourd a été enregistré d ans la wilaya de Ouargla, avec 6 morts et 17 blessées dans 13 accidents de la circulation, précise la même source.
Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 996 interventions pour l'extinction de 649 incendies urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (75 incendies), Blida (54) et Mostaganem (36).
Durant la même période, 6707 interventions ont été effectuées pour le sauvetage de 578 personnes en situation de danger et l'exécution de 5821 opérations diverses d'assistance.

ALGÉRIE- BIÉLORUSSIE

## Le Président Alexandre Loukachenko à Alger

Le président de la République de Biélorussie, M. Alexandre Loukachenko, est arrivé, mardi après-midi à Alger pour une visite officielle en Algérie. Le Président Loukachenko a été accueilli, à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene, par le président du Conseil de la nation, M. Azzouz Nasri. Le Président de la République de Biélorussie a reçu à sa résidence à Alger, M. Ibrahim Boughali, Président de l'Assemblée populaire nationale, qui lui a rendu une visite de courtoisie. La rencontre a permis de réaffirmer la profondeur des relations unissant les deux pays et la volonté des deux parties de renforcer leur coopération bilatérale dans divers domaines, notamment dans les domaines parlementaire et politique. Il est à noter que le Président de la République de Biélorussie a effectué une visite officielle en Algérie

PARLEMENT

# Le président de l'APN salue les décisions prises lors du dernier Conseil des ministres

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a salué, mardi, les décisions prises lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, soulignant qu'elles reflètent une vision claire visant à renforcer la justice sociale et à conforter la place de l'Algérie en tant qu'Etat influent sur le continent, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement.
Présidant une réunion du Bureau de l'APN, M. Boughali a exprimé "la grande satisfaction des députés à l'égard des décisions prises lors de la réunion du Conseil des ministres tenue le 30 novembre 2025'", soulignant que ces décisions "reflètent une vision claire visant à renforcer la justice sociale et à améliorer le niveau de vie, tout en confortant la place de l'Algérie en tant qu'Etat influent sur le continent".
Il a précisé que la décision d'augmenter le Salaire national minimum garanti (SNMG) constitue "une étape décisive vu son impact direct sur le pouvoir d'achat des travailleurs", ajoutant qu'elle "incarne les principes de l'Etat social, mis en avant dans la Déclaration du 1er Novembre, et témoigne du soutien de l'Etat aux travailleurs".
M. Boughali a également salué la revalorisation de l'allocation chômage, estimant qu'"il s'agit d'une démarche qui traduit l'attention portée par l'Etat aux demandeurs d'emploi et son souci d'offrir un soutien à même de faciliter leur intégration dans le marché du travail".
Cette décision traduit aussi "l'engagement de l'Etat à protéger les catégories vulnérables et à ne jamais les abandonner, quelles que soient les circonstances", a-t-il poursuivi, se félicitant de l'examen du dossier de l'amélioration des pensions et allocations de retraite pour cette catégorie qui "mérite toute l'attention et la considération pour sa contribution à l'édification du pays".

Evoquant le lancement par l'Algérie, pour la première fois, de l'exportation d'essence raffinée, le président de l'APN a qualifié cette démarche d'"événement exceptionnel reflétant l'efficacité des politiques économique menées et la capacité du pays à passer du statut de consommateur à celui d'exportateur de l'un des principaux produits énergétiques".
Il a, par là même, salué les instructions du président de la République relatives à l'élaboration d'un plan global de politique nationale visant à organiser et contrôler la consommation des produits dérivés du pétrole, en vue d'augmenter la capacité du stock stratégique de produits énergétiques.
Au cours de la réunion, M. Boughali a réitéré "l'engagement de l'APN à accompagner les efforts de l'Etat à travers le développement du cadre législatif et le renforcement du contrôle constructif au service des intérêts supérieurs de l'Algérie", soulignant que "cette étape impose davantage de cohésion et un soutien efficace au processus de réformes".
S'agissant du volet diplomatique, le président de l'APN a affirmé que le "succès remarquable" réalisé par l'Algérie à travers l'organisation de la Conférence internationale sur les crimes coloniaux en Afrique et du Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique (Processus d'Oran) "reflète la place importante de l'Algérie sur le plan continental et la confiance des partenaires africains et internationaux en sa capacité à conduire de grandes initiatives et à créer des espaces de débat constructif sur les questions cruciales".
Cette présence qualitative "s'inscrit dans la vision stratégique du président de la République, qui a réaffirmé le rôle de chef de file de l'Algérie dans son environnement africain, à travers une politique étrangère aux principes constants et une diplomatie agissante promouvant les solutions africaines aux problèmes africains", a-t-il conclu.

SALON INTERNATIONAL MARITIME EXPO

# Une opportunité pour mettre en avant l'émergence du pavillon national

Les participants à la 1re édition du Salon International Maritime Expo (IME 2025), ouvert mardi à Alger, ont souligné la portée stratégique de cet évènement pour l'Algérie, qui ambitionne de renforcer sa position dans le commerce maritime régional et international et de consolider l'émergence du pavillon national. Organisé au Palais des expositions des Pins maritimes jusqu'à jeudi, l'IME 2025 constitue le premier salon professionnel algérien dédié à l'ensemble de la chaîne de valeur maritime et regroupe près de 40 exposants nationaux et étrangers.
Il s'agit notamment des compagnies maritimes nationales et internationales, des entreprises du Groupe des services portuaires (SERPORT), des sociétés de construction navales, des agents maritimes, ainsi que des sociétés des services maritimes (gestion portuaire, conseils, certification). Prennent part également à ce salon, des compagnies d'assurances, des institutions publiques et des organisations professionnelles, telles que le Groupement algérien des acteurs du numérique (GAN) et l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL).
Pour Kamla Idir, organisatrice de l'évènement, cette première édition "s'inscrit au coeur des priorités nationales visant à moderniser et renforcer la performance du secteur maritime et portuaire".
Elle a ajouté que "le Salon vise à mettre en lumière les progrès réalisés par les acteurs algériens et à promouvoir l'attractivité du pays auprès des investisseurs nationaux et internationaux".
De son côté, le président de l'Association professionnelle des agents maritimes (APAMA), Mouloud Belaid, a affirmé que le secteur maritime représentait un levier essentiel dans la stratégie de diversification économique de l'Algérie, assurant que les conférences et les débats programmés en marge de cet évènement permettront d'aborder les principaux défis du domaine, notamment l'adaptation des infrastructures portuaires aux standards internationaux, l'organisation des chaînes logistiques et la digitalisation des procédures liées au commerce extérieur.
Selon lui, l'un des enjeux majeurs du secteur demeure la maîtrise du fret, à l'export comme à l'import, précisant que le renforcement des compagnies maritimes nationales est indispensable pour accroître les volumes transportés sous pavillon algérien.
M. Belaid a également mis en avant les actions engagées par les pouvoirs publics, citant le nouveau système d'information des Douanes, la plateforme de la communauté portuaire déployée par le groupe SERPORT, ainsi que les programmes d'équipement au profit des ports et des compagnies maritimes. Parmi les participants figurent les compagnies publiques Cnan Med et Cnan El Djazair, filiales du Groupe algérien de transport maritime (GATMA), ainsi que Madar Maritime Company, filiale de Madar Holding. Ensemble, elles constituent une part majeure du pavillon national, avec des capacités en expansion destinées à soutenir la compétitivité maritime du pays.
Cnan Med, présente au Salon, entend valoriser ses lignes régulières vers les ports méditerranéens, notamment en Espagne, en Italie et en France. Sa flotte comprend cinq navires: trois porte-conteneurs et deux cargos opérant avec des fréquences hebdomadaire, bimensuelle et décadaire.
Cnan El Djazair exploite, pour sa part, une flotte de neuf navires, dont deux porte-conteneurs, assurant des dessertes régulières vers l'Europe du Nord, l'Afrique de l'Ouest, la Mauritanie (Nouakchott) et le Sénégal (Dakar).
S'agissant de la filiale maritime du groupe Madar, elle assure le transport maritime de passagers entre l'Algérie et l'Espagne, à travers le navire Romantika, avec une capacité de 2500 passagers, 350 véhicules et du fret et ambitionne de renforcer le pavillon national par l'acquisition prochaine de nouveaux vraquiers. Pour les exposants, l'IME 2025 représente une plateforme privilégiée pour présenter les capacités du pavillon national, faire connaître les infrastructures portuaires et promouvoir un secteur considéré comme essentiel pour soutenir la diversification économique, améliorer la compétitivité logistique et favoriser l'intégration de l'Algérie dans les flux du commerce maritime international. Durant les trois jours de l'évènement, des conférences aborderont plusieurs thématiques, dont la gestion portuaire, le financement des investissements maritimes et la transition énergétique dans le transport maritime. En parallèle, des rencontres B2B réuniront institutions publiques, entreprises et opérateurs internationaux afin d'explorer des opportunités de coopération et d'investissement.
Le Salon accueille également des délégations étrangères, dont celle du port de Castellon (Espagne), conduite par son directeur général, Manuel Garcia Navaro.